

FINLANDE. IL EST TEMPS DE COMBLER LES LACUNES QUI PERSISTENT DANS LA PROTECTION DES DROITS HUMAINS

AMNESTY INTERNATIONAL : COMMUNICATION POUR LA 41^E SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL, 7-18 NOVEMBRE 2022 (*ANNEXES EN ANGLAIS*)

RÉSUMÉ

La présente communication a été préparée en mars 2022, en vue de l'Examen périodique universel (EPU) de la Finlande. Amnesty International y évalue la mise en œuvre des recommandations faites à la Finlande lors de son précédent EPU, notamment en ce qui concerne la ratification des traités internationaux, les violences faites aux femmes, les droits des personnes transgenres et intersexes, les droits des personnes réfugiées ou migrantes, l'éducation aux droits humains et les droits des objecteurs de conscience. Amnesty International y aborde également des questions relatives au changement climatique, au droit à la sécurité sociale et au droit à la liberté de réunion pacifique.

Elle y analyse le cadre national des droits humains et notamment les structures de défense des droits humains et leurs ressources, les évaluations des conséquences des politiques publiques sur les droits fondamentaux et l'application des recommandations internationales.

Ce dossier se conclut par une série de recommandations à l'intention de la Finlande qui, si elles étaient mises en œuvre, contribueraient à améliorer la situation des droits humains.

LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

1. Sur les 153 recommandations formulées par les États membres lors de son troisième EPU en 2017, la Finlande en a accepté 120 totalement et 6 partiellement et en a rejeté 27¹.
2. La Finlande a partiellement appliqué de nombreuses recommandations, dont la rédaction d'une proposition de ratification, en 2022, de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées². Le pays n'a pas encore ratifié la Convention (n° 169) de l'Organisation internationale du travail relative aux peuples indigènes et tribaux, alors qu'il s'y était engagé lors des examens de 2012 et 2017³.

CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

3. Depuis le précédent examen, le Parlement a alloué davantage de ressources à l'institution nationale de défense des droits humains, mais le dispositif national en la matière, composé de nombreux organes relativement petits, demeurait sous-financé et fragmenté⁴.
4. Le budget alloué au deuxième Plan d'action national sur les droits fondamentaux et les droits de l'homme (2017-2019) était insuffisant et de nombreux problèmes relatifs aux droits humains d'une importance cruciale ont donc été laissés de côté⁵. Le troisième Plan d'action (2020-2023) est axé sur le suivi de la situation des droits humains en Finlande et comprend un nouveau système d'indicateurs relatifs aux droits humains⁶.
5. En 2020, le ministère de la Justice a mis sur pied un réseau interministériel ayant pour but de veiller à ce que les conséquences que la législation peut avoir sur les droits humains, entre autres, soient évaluées attentivement⁷. Malgré les progrès accomplis concernant les décisions des organes délibérants, le pays manque toujours d'une méthode systématique pour évaluer les conséquences des projets de loi, des politiques publiques et des propositions budgétaires sur les droits humains⁸.
6. Malgré la création du Réseau gouvernemental de personnes-ressources pour les droits fondamentaux et les humains⁹, la mise en œuvre des recommandations émises par les organismes internationaux de défense des droits humains demeure lente et erratique¹⁰.

LA SITUATION EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

Changement climatique

7. Entre 1990 et 2020, les émissions de la Finlande ont baissé de 32 %¹¹. Le gouvernement a entrepris une réforme de la Loi sur le changement climatique¹² et élaboré plusieurs politiques sectorielles¹³ pour faire en sorte que la Finlande respecte ses engagements à l'échelle nationale, européenne et internationale¹⁴. Selon le projet de loi sur le changement climatique soumis au Parlement en mars 2022, la Finlande prévoit d'être neutre en carbone au plus tard en 2035 et de réduire ses émissions de CO₂ de 90 à 95 % à l'horizon 2050 par rapport au niveau de 1990¹⁵. On craint cependant que les mesures prévues soient insuffisantes en regard des objectifs et que les moyens alloués ne permettent pas une mise en œuvre socialement juste¹⁶.
8. L'accès à l'information sur les lois et politiques relatives au climat et leurs conséquences et la participation de l'ensemble des citoyens et citoyennes à la planification des politiques sont essentiels pour une transition juste vers des sociétés résilientes face au changement climatique. Le droit à former recours contre des décisions fait partie intégrante de la justice climatique¹⁷. Actuellement, les pratiques varient entre les différents ministères finlandais, qui organisent plus ou moins d'enquêtes publiques et ne sont pas tous aussi enclins à veiller à donner à l'ensemble des citoyens et citoyennes les mêmes chances de participer à l'élaboration des politiques climatiques. Par ailleurs, le gouvernement a choisi de ne pas inclure le droit de recours contre les décisions

prises au titre de la Loi sur le changement climatique dans la première phase de la réforme, mais prévoit de l'intégrer plus tard dans la Loi¹⁸.

Droit à la sécurité sociale

9. Plusieurs prestations sociales sont devenues insuffisantes depuis les coupes budgétaires opérées au cours de la législature 2015-2019 et ce sont les catégories sociales les plus défavorisées qui ont été les plus touchées¹⁹. D'après une étude réalisée à la demande de l'État, la réduction des prestations sociales appliquée de 2016 à 2018 a particulièrement pesé sur les femmes²⁰.
10. Le gouvernement a légèrement augmenté les prestations sociales en 2020-2021²¹. En 2021, les recherches menées par Amnesty International ont cependant conclu que le niveau des prestations était toujours insuffisant pour permettre un niveau de vie décent et la réalisation des droits économiques et sociaux de l'ensemble de la population²². Les pouvoirs publics doivent être particulièrement attentifs à respecter le droit à la sécurité sociale des personnes les plus défavorisées, en particulier des jeunes, des personnes en situation de handicap et des autres catégories de population touchées par de multiples facteurs de discrimination, que le système actuel ne couvre pas suffisamment²³.

Droit à la liberté de réunion pacifique

11. La Constitution a beau protéger le droit à la liberté de réunion pacifique, la police s'en prend de plus en plus aux actions non violentes et de désobéissance civile²⁴ menées par des militant-e-s écologistes en appliquant des mesures²⁵ pouvant avoir un effet dissuasif et porter atteinte à ce droit.
12. Par exemple, le 3 octobre 2020, la police a utilisé du spray à l'oléorésine de capsicum²⁶ contre des militant-e-s d'Elokapina (la section finlandaise d'Extinction Rebellion) qui avaient refusé de déplacer un sit-in pacifique vers un lieu qu'elle leur avait désigné²⁷. Six fonctionnaires de police s'exposent à des poursuites²⁸ pour ces faits²⁹.
13. Le 8 octobre 2021, la police a dispersé un sit-in pacifique organisé par Elokapina sur les marches du Palais du gouvernement et près d'autres entrées du bâtiment après le refus des manifestant-e-s de se déplacer vers un autre lieu. Certains protestataires s'étaient menottés aux poignées des portes ou entre eux. La police a interpellé 52 manifestant-e-s, dont 42 ont été arrêtés, soupçonnés d'« intrusion aggravée dans un établissement public » et d'« obstruction d'une réunion publique », ce qu'Amnesty International considère comme disproportionné³⁰. Des militant-e-s ont déclaré à Amnesty International que la police ne les avait pas informés dans un délai raisonnable de leur arrestation ni des raisons de leur détention³¹.
14. En février 2022, 48 des personnes ayant participé à cette manifestation risquaient d'être inculpées d'« intrusion dans un établissement public » – et non plus d'« intrusion aggravée dans un établissement public », chef d'inculpation écarté lors de l'enquête préliminaire – et d'« obstruction d'une réunion publique »³². Les déclarations de la police concernant la manifestation étaient trompeuses : elles accusaient les protestataires de constituer une menace pour la sécurité et associaient l'obstruction de la circulation à une menace de violence³³ contre les personnes qui se trouvaient à l'intérieur du bâtiment³⁴.

Violences faites aux femmes

15. La Finlande est l'un des pays de l'Union européenne (UE) où la violence contre les femmes est la plus élevée³⁵. La pandémie de COVID-19 a contribué à une augmentation des cas de violence envers les femmes³⁶ et retardé la communication des victimes avec les services d'aide³⁷. Cela a aggravé les problèmes du manque d'aide à long terme pour les victimes et de l'absence de structures et de dispositifs solides.
16. Des études montrent que moins de la moitié des municipalités finlandaises disposent de programmes de prévention des violences liées au genre. En effet, la loi actuelle n'oblige pas les municipalités ni les régions à

prévenir activement ces violences³⁸. Les besoins des femmes et des filles marginalisées ou appartenant à des minorités ne sont en outre pas identifiés ni pris en compte par les services sociaux et de santé³⁹.

17. En Finlande, la plupart des infractions sexuelles relèvent du Code pénal. La police n'enquête pas toujours correctement sur les cas de violences, sexuelles ou non, commises par un partenaire intime⁴⁰. Un tiers des infractions signalées à la police sont orientées vers la médiation sans faire l'objet d'une enquête suffisante⁴¹.
18. En février 2022, le gouvernement a soumis au Parlement un projet de loi relative au viol fondée sur le consentement. Dans ce projet, la définition juridique du viol et des autres infractions sexuelles est axée sur l'absence de consentement, évaluée en fonction des circonstances⁴². Cependant, dans certains cas d'abus de pouvoir, ce crime continue d'être défini comme une atteinte sexuelle plutôt que comme un viol. Cela place la victime dans une position de vulnérabilité en matière d'accès à la justice et risque de faire croire que commettre un tel crime au sein d'une relation intime n'est pas encore considéré comme une circonstance aggravante⁴³.

Droits des personnes transgenres ou intersexes

19. La discrimination envers les personnes transgenres ou intersexes demeure très répandue dans différents domaines⁴⁴. Les personnes appartenant à plusieurs minorités, en particulier les personnes transgenres non blanches, sont confrontées à de multiples discriminations croisées⁴⁵.
20. La procédure à suivre pour obtenir la reconnaissance de l'identité de genre à l'état civil continue de violer le droit des personnes transgenres au respect de la vie privée et les droits de l'enfant⁴⁶. En mars 2022, les conditions requises pour obtenir la reconnaissance de l'identité de genre incluaient toujours une preuve de stérilisation ou d'infertilité, un diagnostic psychiatrique et un âge minimum de 18 ans⁴⁷. Bien que la loi soit en cours de modification, le gouvernement n'a pas prévu d'adopter de système de reconnaissance de l'identité de genre pour les mineur-e-s⁴⁸.
21. En 2019, l'ECRI a remarqué que des personnes qui souhaitaient se soumettre à un traitement de réattribution sexuelle avaient subi de longs délais d'attente⁴⁹. En 2020, le Conseil pour les choix en matière de soins de santé (COHERE) a publié des recommandations à l'intention du personnel médical concernant le traitement de la « dysphorie de genre causée par des identités transgenre ou non binaire ». Ces recommandations instaurent des obstacles discriminatoires à la procédure de conversion sexuelle et continuent de présenter l'identité transgenre comme une pathologie⁵⁰.
22. Les enfants présentant des variations des caractéristiques sexuelles sont systématiquement soumis à des opérations chirurgicales et d'autres procédures médicales de « normalisation »⁵¹. Bien que le programme du gouvernement prévoie de renforcer les droits des enfants intersexes à l'autodétermination, on ignorait encore, en mars 2022, quelles mesures allaient être mises en œuvre pour garantir leur intégrité physique⁵².

Droits des personnes réfugiées ou migrantes

23. Les modifications apportées en 2016 à la Loi relative aux étrangers ont restreint le droit à des procédures d'asile justes et efficaces. En 2021, l'État a aboli de nombreuses restrictions grâce à une réforme législative⁵³, mais il ne s'est pas attaqué aux critères rigoureux conditionnant les recours devant la Cour administrative suprême, il n'a pas établi le droit de choisir son avocat-e en première instance⁵⁴, ni abrogé les critères stricts d'évaluation des demandes d'asile ultérieures ou réinstauré le caractère suspensif de ces demandes ultérieures, ce qui fait qu'une personne peut être expulsée alors que sa nouvelle demande est en attente d'examen. Ces restrictions contreviennent au droit des demandeurs et demandeuses d'asile à un procès équitable et maintiennent le risque de retours forcés, en violation du principe de « non-refoulement ».
24. Les autorités finlandaises continuent de placer en détention des mineur-e-s non accompagnés et des familles avec enfants en raison de leur situation au regard de la législation sur l'immigration⁵⁵. Des familles avec enfants ont été détenues pendant des périodes allant jusqu'à 50 jours⁵⁶.

25. Le droit au regroupement familial des personnes ayant obtenu une protection internationale est fortement limité depuis l'entrée en vigueur en 2016 d'une disposition exigeant un revenu stable⁵⁷. Du fait de l'interprétation stricte de cette disposition par les services d'immigration, les bénéficiaires d'une protection internationale, y compris les mineur-e-s non accompagnés, peuvent difficilement jouir de leur droit à une vie de famille⁵⁸.
26. En 2021, la défenseure des droits en charge de la lutte contre la discrimination et une étude menée de 2015 à 2019 à la demande du gouvernement sur les réformes de la Loi relative aux étrangers ont constaté avec inquiétude que l'intérêt supérieur de l'enfant n'était pas toujours une considération primordiale dans les décisions en matière d'asile et de migration⁵⁹.
27. Les migrant-e-s sans papiers n'ont pas accès aux soins de santé au même titre que les personnes demandeuses d'asile ou titulaires d'un permis de séjour. La loi dispose que les personnes en situation irrégulière peuvent seulement bénéficier, à leurs frais, de soins d'urgence dans les établissements de santé publics⁶⁰.

Éducation aux droits humains

28. Le système éducatif finlandais n'a pas intégré l'éducation aux droits humains de manière généralisée dans la formation des enseignants-e-s et des fonctionnaires. Ces dernières années, l'État a pris des mesures dans ce domaine en créant un groupe de travail sur la démocratie et l'éducation aux droits humains⁶¹. En 2018-2019, une initiative dirigée par le Centre des droits humains, le ministère de l'Éducation et de la Culture, le ministère de la Justice et l'Université d'Helsinki a mis au point des outils et un cours en ligne sur la démocratie et l'éducation aux droits humains à l'intention des universités⁶². L'éducation aux droits humains repose cependant en grande partie sur les organisations non gouvernementales (ONG) et sur la volonté de chaque établissement d'enseignement⁶³.

Droits des objecteurs de conscience

29. La durée du service civil de substitution au service militaire demeure punitive et discriminatoire⁶⁴. Les objecteurs de conscience qui refusent le service militaire et le service civil continuent d'être déclarés coupables et condamnés à des peines privatives de liberté – surveillance électronique, dans la plupart des cas – pour des périodes allant jusqu'à près de six mois. Amnesty International s'inquiète d'une possible augmentation du nombre de ces condamnations, car le Parlement a rejeté en 2019 une disposition qui visait à exempter les témoins de Jéhovah du service militaire et du service civil⁶⁵. Les recommandations faites en 2021 par un comité parlementaire sur l'avenir du service militaire et de la défense nationale n'ont pas résolu ces problèmes⁶⁶. Certaines vont même à l'encontre des recommandations internationales en proposant des mesures qui lieraient encore plus le service militaire à la défense du pays⁶⁷.

RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT SOUMIS À L'EXAMEN

Amnesty International demande au gouvernement finlandais de prendre les mesures suivantes :

Cadre national de protection des droits humains

30. Évaluer systématiquement les conséquences sur les droits humains de tous les projets de loi, toutes les propositions de budget et de politiques et toutes les autres activités du gouvernement avant leur adoption et pendant leur mise en œuvre. Mettre au point des critères et des indicateurs plus précis pour ces évaluations, renforcer la capacité des fonctionnaires à tous les niveaux de gouvernance et compléter le suivi régulier des progrès accomplis et leur publication par le gouvernement par des examens indépendants.

31. Veiller à suivre et appliquer efficacement les recommandations faites par les organismes internationaux de protection des droits humains, notamment en les mettant régulièrement à l'ordre du jour des réunions du gouvernement et du Parlement.

Changement climatique

32. Mettre pleinement en œuvre et dépasser les objectifs de réduction des émissions fixés par la nouvelle Loi sur le changement climatique, la législation européenne sur le climat et toutes les politiques sectorielles en la matière de manière efficace et économique, dans le respect des droits humains et conformément aux principes de transition juste.
33. Veiller à permettre à l'ensemble de la population de participer par différentes voies à l'élaboration des lois et des politiques relatives au climat et d'accéder aux informations à ce sujet, en prenant particulièrement en compte les catégories de personnes les plus touchées par le changement climatique et les plus marginalisées, notamment les enfants et les jeunes, les Sâmes et les personnes en situation de handicap.
34. Instaurer un droit de recours contre les décisions relatives au climat prises au titre de la nouvelle Loi sur le changement climatique qui seraient jugées inadéquates.

Droit à la sécurité sociale

35. Veiller à ce que la réforme de la sécurité sociale (2020-2027) prévoie un niveau de protection sociale suffisant. Cette protection doit être renforcée de manière à : 1) s'aligner sur la version révisée de la Charte sociale européenne et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ; 2) prévoir un revenu minimum raisonnable garantissant les droits à un niveau de vie suffisant, à la santé, à l'alimentation et au logement pour toutes et tous sur un pied d'égalité.
36. Mener et publier des études sur l'accès des catégories de population marginalisées à la sécurité sociale, en particulier les personnes en situation de handicap, LGBTI, étrangères ou sans-abri, les Sâmes, les Roms, et les membres d'autres minorités.

Droit à la liberté de réunion pacifique

37. Protéger le droit à la liberté de réunion pacifique et veiller, notamment par des formations et des directives, à ce que les organes d'application des lois considèrent la désobéissance civile non violente comme une forme légitime de réunion pacifique reconnue par l'article 21 du PIDCP et cessent d'appliquer des mesures pouvant porter atteinte au droit à la liberté de réunion pacifique ou d'expression des manifestant-e-s pacifiques.
38. Abandonner toutes les charges disproportionnées retenues contre des manifestant-e-s pacifiques, y compris contre des mouvements de lutte contre le changement climatique et des militant-e-s pratiquant la désobéissance civile non violente, ou contre des personnes les soutenant.

Violences faites aux femmes

39. Créer un réseau national de services à long terme en parallèle d'autres dispositifs aisément accessibles. Ces services doivent identifier les besoins des victimes marginalisées ou appartenant à des minorités et y répondre.
40. Adopter une loi obligeant les régions et les municipalités à mettre en place des mesures de prévention efficaces pour réduire et éliminer les violences contre les femmes, en particulier des structures et des dispositifs coordonnés en coopération avec les organisations non gouvernementales.
41. Veiller à ce que les violences perpétrées contre les femmes fassent l'objet d'enquêtes efficaces et donnent lieu à des poursuites dans des délais raisonnables.

42. Réformer la loi sur la médiation de manière à ce qu'elle ne donne pas lieu à l'abandon des enquêtes et des poursuites dans les affaires de violences envers les femmes et veiller à ce que l'ensemble des membres des forces de l'ordre et du ministère public sachent que la médiation est interdite dans les cas de violences répétées.
43. Faire en sorte que la réforme du Code pénal présente les infractions sexuelles commises par abus d'autorité comme des violences sexuelles ou des viols (plutôt que comme des atteintes sexuelles, considérées comme des infractions moins graves) et prévoie des sanctions proportionnées, conformément au droit international et aux normes y afférentes.
44. Réformer la loi de manière à identifier les circonstances aggravantes, comme l'exige l'article 46 de la Convention d'Istanbul.

Droits des personnes transgenres ou intersexes

45. Mettre sur pied un vaste plan d'action pour protéger les droits des personnes LGBTI.
46. Adopter une nouvelle loi sur la reconnaissance du genre fondée sur l'autodétermination et qui protège les droits de l'enfant.
47. Veiller à ce que les personnes qui le souhaitent puissent avoir un accès rapide à des traitements de réattribution sexuelle de qualité.
48. Adopter des lois, des politiques et des pratiques garantissant l'intégrité physique des personnes intersexes.

Droits des personnes réfugiées ou migrantes

49. Garantir le droit des demandeurs et demandeuses d'asile à un examen juste de leur demande, y compris le droit de choisir leur avocat·e à toutes les étapes de la procédure, de présenter un recours devant la Cour administrative suprême sans devoir se plier à des critères trop rigoureux, et de soumettre des demandes ultérieures sans devoir respecter les conditions d'admissibilité strictes qui leur ont été imposées en 2019, et réinstaurer le caractère suspensif des demandes d'asile ultérieures pour empêcher les expulsions pendant leur traitement.
50. Interdire la détention des mineur·e-s et des familles avec enfants.
51. Veiller à ce que les réfugié·e-s et les autres bénéficiaires d'une protection internationale puissent jouir de leur droit à une vie de famille en abrogeant les modifications portant sur le regroupement familial introduites en 2016 dans la Loi relative aux étrangers, et en facilitant les demandes de regroupement familial.
52. Reformuler l'article 6 de la Loi relative aux étrangers de manière à garantir que l'intérêt supérieur de l'enfant soit une considération primordiale dans toutes les actions concernant les mineur·e-s, conformément à l'article 3 de la Convention relative aux droits de l'enfant.
53. Modifier la législation, en particulier la Loi sur l'organisation de la protection sociale et des soins de santé, de manière à ce que chacun et chacune ait accès à des services de santé sans discrimination, quel que soit son statut juridique ou migratoire.

Éducation aux droits humains

54. Rendre obligatoire l'éducation aux droits humains pour l'ensemble des enseignant·e-s en formation et leur inculquer des compétences pratiques, notamment en matière de participation, pour les amener à respecter les droits humains et l'inclusion dans leur enseignement.
55. Offrir une formation continue à l'ensemble des enseignant·e-s pour leur permettre d'acquérir les compétences nécessaires à l'éducation aux droits humains, de manière à respecter le programme national commun de l'enseignement primaire et secondaire.

Droits des objecteurs de conscience

56. Libérer immédiatement et sans condition toute personne privée de sa liberté pour objection de conscience au service militaire.
57. Veiller à ce que les solutions alternatives au service militaire n'aient pas un caractère punitif ni discriminatoire et demeurent sous contrôle civil.

ANNEX 1

KEY AMNESTY INTERNATIONAL DOCUMENTS FOR FURTHER REFERENCE

"I Live under constant duress and in a state of emergency": Inadequate social security in Finland, 31 August 2021, www.amnesty.org/en/documents/eur20/4804/2021/en/

Finland: Submission to the UN Committee on the Elimination of Discrimination against Women: 81st pre-sessional working group, 5-9 July 2021, List of Issues, 28 May 2021, www.amnesty.org/en/documents/eur20/4205/2021/en/

Finland: Submission to the United Nations Human Rights Committee, 130th Session, 12 October – 6 November 2020, 23 September 2020, www.amnesty.org/en/documents/eur20/2940/2020/en/

Finland: Submission to the UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights: 68th Session, 8 – 9 October 2020, 22 September 2020, www.amnesty.org/en/documents/eur20/2939/2020/en/

Finland: Criminalization and Prosecution of Rape in Finland – Submission to the UN Special Rapporteur on Violence against Women, its Causes and Consequences, 1 June 2020, www.amnesty.org/en/documents/eur20/2427/2020/en/

Finland: Ending immigration detention of children in Finland and seeking adequate reception and care for them- Amnesty International submission to the UN Special Rapporteur on the human rights of migrants, 18 May 2020, www.amnesty.org/en/documents/eur20/2335/2020/en/

Finland: Submission to the United Nations Committee against Torture 68th session, 11 November-6 December 2019, 25 June 2019, www.amnesty.org/en/documents/eur20/0560/2019/en/

Europe: Time for Change: Justice for rape survivors in the Nordic countries, 3 April 2019, www.amnesty.org/en/documents/eur01/0089/2019/en/

Finland: Insufficient implementation of the Istanbul Convention, Amnesty International submission to the Group of Experts on Action against Violence against Women and Domestic Violence (GREVIO) on the implementation of the Council of Europe Convention on Preventing and Combating Violence against Women and Domestic Violence in Finland, April 2018, www.amnesty.org/en/documents/eur20/8494/2018/en/

Finland: Submission to the United Nations Committee on the Elimination of Racial Discrimination, 3 April 2017, www.amnesty.org/en/documents/eur20/6007/2017/en/

ANNEX 2

MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
Theme: A12 Acceptance of international norms			
100.13 Ratify the Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity (Armenia); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 10	Supported	A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Not implemented
100.7 Ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance, recognizing in full the competence of the associated Committee (Portugal); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 8	Supported	A12 Acceptance of international norms D32 Enforced disappearances Affected persons: - disappeared persons	Partly implemented. The Ministry for Foreign Affairs has prepared a draft Government Bill on ratification of the Convention, but the Bill is yet to be given to the Parliament.
100.8 Speed up the process of accession to the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Mozambique); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 8	Supported	A12 Acceptance of international norms D32 Enforced disappearances Affected persons: - disappeared persons	Partly implemented. See comment to recommendation 100.7.
100.9 Continue with its efforts to ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Argentina); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 8	Supported	A12 Acceptance of international norms D32 Enforced disappearances Affected persons: - disappeared persons	Partly implemented. See comment to recommendation 100.7.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.10 Ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Bosnia and Herzegovina) (France) (Montenegro) (Italy); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 8	Supported	A12 Acceptance of international norms D32 Enforced disappearances Affected persons: - disappeared persons	Partly implemented. See comment to recommendation 100.7.
100.11 Finalize efforts aimed at acceding to the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance and thus the full recognition of the competence of the Committee on Enforced Disappearances (Ukraine); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 8	Supported	A12 Acceptance of international norms D32 Enforced disappearances D33 Arbitrary arrest and detention Affected persons: - disappeared persons	Partly implemented. See comment to recommendation 100.7.
100.15 Engage the Sami people in the ratification process of the ILO Indigenous and Tribal Peoples Convention, 1989 (No. 169) (Norway); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 12	Supported	A12 Acceptance of international norms E32 Right to just and favourable conditions of work G3 Indigenous peoples Affected persons: - Indigenous peoples	Partly implemented In June 2017, The Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD) monitoring the implementation of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination recommended Finland to find an adequate, negotiated solution to the dispute regarding the rights of the Sami people in their traditional lands, including by revising its legislation on this issue and taking into account the ILO Indigenous and Tribal Peoples Convention, 1989 (No. 169) In April 2021, The UN Human Rights Committee monitoring the International Covenant on Civil and Political Rights stated in its recommendations that Finland should consider ratifying the ILO Indigenous and Tribal Peoples Convention, 1989 (No. 169). According to Prime Minister Sanna Marin's Government Programme , the work to assess the preconditions for ratification of the Convention will continue. The Ministry for Foreign Affairs of Finland has stated that The Sámi Parliament will be engaged in this process.

Theme: A22 Cooperation with treaty bodies

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.17 Adopt an open, merit-based selection process when selecting national candidates for United Nations treaty body elections (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 13	Supported	A22 Cooperation with treaty bodies D7 Right to participation in public affairs and right to vote Affected persons: - general	
Theme: A27 Follow-up to Universal Periodic Review (UPR)			
100.18 Continue its efforts in the implementation of accepted recommendations from the second cycle and consider sharing good practices in that regard (Ireland); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 14	Supported	A27 Follow up to UPR Affected persons: - general	Partly implemented Despite establishment of the Government Network of Contact Persons for Fundamental and Human Rights, implementation of recommendations from international human rights bodies has been slow and unsystematic. There is a need to ensure effective monitoring and implementation including addressing such recommendations in government meetings and the parliament on regular basis.
100.75 Consider including in its next universal periodic review report information on measures it has taken to analyse potential risk factors of atrocity crimes, including through utilization of the Framework of Analysis for Atrocity Crimes (Rwanda); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 57	Supported	A27 Follow up to UPR Affected persons: - general	
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			
100.44 Ensure implementation of comprehensive legislative reform that guarantees the same level of protection for all grounds of discrimination, in particular discrimination on the grounds of sexual orientation and gender identity (Montenegro); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 40	Supported	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Partly implemented See comments to recommendations 100.37 and 100.45.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
<p>100.45 Continue its efforts in the field of combating and eliminating discrimination on the grounds of sexual orientation and gender identity, inter alia, by implementing comprehensive legislative reform that guarantees equal protection from discrimination on all grounds (Albania);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 40</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)</p>	<p>Partly implemented</p> <p>In 2019, an informal governmental network was established to enhance coordination on LGBTI issues between different organizations. However, the resources to ensure LGBTI rights are insufficient, there is a need to strengthen expertise on the diversity of gender and sexual orientation, and including SOGIESC issues in the authorities' gender equality and non-discrimination plans is not consistent. No national comprehensive action plan or strategy to promote the rights of LGBTI people exists.</p> <p>In April 2020, a working group appointed by the Ministry of Justice published a final report introducing proposals for further work to reform personal identity codes, including a proposal to introduce a gender-neutral personal identity code. In November 2020, the Ministry of Justice appointed a new working group to prepare the necessary legislative changes for the reform of personal identity codes. The draft proposal, introduced in January 2022, would deploy gender-neutral personal identity code in 2027 as part of the reform. However, existing personal identity codes would not be altered, which would in practice expose information of a person's legal gender in many situations.</p> <p>In September 2021, the Government introduced a bill of the new Parental Law which would combine the current Maternity Act and Paternity Act in a technical manner. Amnesty and other NGOs have criticized the bill for not recognizing more than two legal parents and for binary naming of parents as mothers and/or fathers instead of gender-neutral recognition of legal parenthood. In March 2022, the Legal Affairs Committee of the Parliament was handling the bill.</p> <p>In October 2021, a situational assessment report of the fundamental and human rights of LGBTIQ people in Finland was published by the Ministry of Justice. The report noticed positive development, especially concerning sexual minorities, in protection of human rights in some policy areas.</p> <p>In November 2021, the Parliament started to consider a citizens' initiative to ban conversion therapies. The initiative was referred to the Social Affairs and Health Committee.</p> <p>Despite some improvement, discrimination against LGBTI people, particularly transgender and intersex people and those belonging to groups facing multiple and intersectional discrimination, remains widespread. ILGA-Europe's Annual Reviews have highlighted that bias-motivated speech and violence against LGBTI persons took place in several years. In addition, severe barriers and delays exist in access to gender-affirming care.</p> <p>See also comments to recommendation 100.37 and 100.50.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
<p>100.129 Expedite the necessary legislative reforms to facilitate the reunification of children with their families (Colombia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 93</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>Affected persons: - children</p>	<p>Partly implemented</p> <p>The right to family reunification for people who have received international protection is significantly restricted since the secure income requirement came into force in 2016. The rigid interpretation by the Immigration Service of the income requirement makes enjoyment of the right to family life difficult for recipients of international protection, including unaccompanied children. In its 2019 programme, the government said it would examine problems relating to family reunification and discontinue application of a requirement for sufficient financial resources to child family reunification sponsors who have been granted international protection. A legal proposal on the subject is yet to be presented to the parliament. Furthermore, there are concerns that such a change would not be enough to facilitate family reunification for children as the income requirement is not the only obstacle as established by several studies (see e.g. a study by the Non-Discrimination Ombudsman on the family reunification practices for child sponsors, 2 March 2020: https://syriinta.fi/documents/25249352/54194583/Lapset+ilman+perhett%C3%A4+%E2%80%93+Kansainv%C3%A4list%C3%A4+suojelua+saaneiden+alaik%C3%A4isten+perheenyhdist%C3%A4minen+(PDF).pdf/9a5d54b9-82c9-4961-a865-f6037110b2a7/Lapset+ilman+perhett%C3%A4+%E2%80%93+Kansainv%C3%A4list%C3%A4+suojelua+saaneiden+alaik%C3%A4isten+perheenyhdist%C3%A4minen+(PDF).pdf?t=1609832005737). In 2021, a government-commissioned study on reforms of Aliens Act in 2015-2019, and the Non-Discrimination Ombudsman raised concerns that the best interest of the child is not always a primary consideration in matters related to asylum and migration.</p>
<p>100.136 Strengthen anti-discrimination legislation to ensure equal access for persons with disabilities to public accommodations, commercial facilities and transportation (United States of America);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 100-101</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>Affected persons: - persons with disabilities</p>	<p>Partly implemented</p> <p>According to the Government Programme, the Non-Discrimination Act will be partially reformed. In June 2021, the Ministry of Justice appointed a working group missioned to assess and prepare possible amendments to update the legislation. The government has estimated to introduce the bill in autumn 2022.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.61 Adopt appropriate legislative and policy measures to adjust its legal system and combat and eradicate all forms of discrimination, racism and xenophobia (Honduras); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 50-53	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General B32 Racial discrimination Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Partly implemented See comments to recommendations 100.36, 100.37, 100.45, 100.50 and 100.141.
100.147 Adopt legislation and policy measures to effectively promote and protect human rights for refugees, migrants and ethnic minorities (China); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 106-109	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A42 Institutions & policies - General G1 Members of minorities G4 Migrants G5 Refugees & asylum seekers Affected persons: - migrants - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - refugees & asylum seekers	Partly implemented See comments to recommendation 100.36 and 100.37.
100.131 Ensure full implementation of laws prohibiting corporal punishment in all settings, including through campaigns to raise awareness among adults and children, as well as the promotion of positive and non-violent forms of discipline that do not affect the upbringing of children (Uruguay); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 96	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A54 Awareness raising and dissemination F32 Children: family environment and alternative care Affected persons: - children	
100.138 Continue consultations on the rights of persons with disabilities with a view to implementing non-discriminatory policies and legislation (Maldives); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 100-101	Supported	A41 Constitutional and legislative framework B31 Equality & non-discrimination Affected persons: - persons with disabilities	Partly implemented. For example: NGOs representing people with disabilities have raised concerns that they were not adequately heard in the process of reforming the Sexual Offences Act.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
<p>100.92 Adopt suitable legislation to combat and punish discrimination on the basis of pregnancy and family leave in the labour market, which provides for reparation for victims (Bolivarian Republic of Venezuela);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 72</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework B52 Impunity D8 Rights related to marriage & family E31 Right to work</p> <p>Affected persons: - women - children</p>	<p>Partly implemented</p> <p>The Gender Equality Act states that discrimination based on pregnancy and family leaves is forbidden.</p>
<p>100.77 Develop a comprehensive and coordinated programme to fight human trafficking, adopt effective measures to prevent and eradicate human trafficking and organize specialized training for law enforcement and immigration officials and other State officials who enter into contact with victims of human trafficking on issues relating to the identification of victims, the conduct of investigations, criminal prosecutions and punishment of perpetrators (Russian Federation);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 60-63</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework D27 Prohibition of slavery, trafficking</p> <p>Affected persons: - law enforcement / police officials</p>	<p>Partly implemented</p> <p>In May 2021, Finland published the Action Plan against Trafficking in Human Beings. It was prepared by an intersectional working group that was appointed by the Ministry of Justice in April 2020. However, the Action Plan will be implemented only in 2021–2023, which is not an adequate timeframe for reaching the goals of the NAP.</p> <p>The Non-discrimination ombudsman acts as the National Rapporteur on Trafficking in Human Beings. In the latest report to the Parliament (30.3.2022) The Rapporteur emphasizes that the victims of trafficking are entitled to support even if they are not willing to cooperate with the criminal investigation. In addition, the current legislation is still unclear: the rights of the victims are not recognized in full. Only few of the victims of trafficking are granted the residence permit for victims of trafficking (Ihmiskaupan uhrien oleskelulupakäytäntö, Publication by the Non-Discrimination Ombudsman, https://syriinta.fi/julkaisut. See the complete list of research in comment 100.81).</p>
<p>100.20 Consider defining rape as a sexual violation in the Criminal Code, irrespective of the degree of violence used or threatened by the perpetrator (Namibia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 18</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework F13 Violence against women</p> <p>Affected persons: - women</p>	<p>Partly implemented.</p> <p>The government's proposal to introduce a consent-based rape legislation was given to the parliament in February 2022. In the proposal the central aspect of the legal definitions of rape and other sexual crimes is the lack of consent assessed in the context of the surrounding circumstances.</p> <p>However, in certain cases when there is abuse of a position of authority, the crime continues to be defined as sexual abuse, not rape. This places the victim in a vulnerable position in terms of access to justice, and risks sending the dangerous message that committing the crime in a close relationship may still not be seen as aggravating circumstance in sexual crimes.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.21 Amend the Criminal Code to no longer define rape according to the degree of violence used by the perpetrator but rather the lack of consent of the victim (Portugal); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 18	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Please see comment to recommendations 100.20.
100.22 Reform the Criminal Code to define rape as a sexual violation, irrespective of the degree of violence used or threatened by the perpetrator (Australia); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 18	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Please see comment to recommendations 100.20.
100.24 Amend the appropriate legislation in order to ensure that the definition of rape covers all cases of non-consensual sexual acts (Brazil); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 18	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Please see comment to recommendations 100.20.
100.126 Bring its legislation on the rights of children during the asylum procedure in line with the Convention on the Rights of the Child (France); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 91	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F31 Children: definition; general principles; protection G5 Refugees & asylum seekers Affected persons: - children	

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
<p>100.152 Evaluate the impact of recent changes made to policies and legislation, which seem to restrict the international protection regime for asylum seekers and refugees, and ensure that all persons in need of international protection receive fair treatment and that refugees' rights to reunification are respected (Kazakhstan);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 106-109</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework G5 Refugees & asylum seekers</p> <p>Affected persons: - refugees & asylum seekers</p>	<p>Partly Implemented</p> <p>An evaluation of the impact of changes in policies and legislation has been completed, but its recommendations are yet to be implemented.</p>
<p>100.153 Thoroughly and comprehensively review its legislation regarding the granting of asylum and migration in order to align it with its international obligations and standards (Honduras).</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 106-109</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework G5 Refugees & asylum seekers</p> <p>Affected persons: - refugees & asylum seekers</p>	<p>Partly implemented</p> <p>The Ministry of the Interior has started a process to review the Asylum Act.</p>
<p>Theme: A43 Human rights policies</p>			
<p>100.19 Continue its efforts to further improve its relevant legal and administrative frameworks and policies, in conformity with its international commitments (Hungary);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 16</p>	Supported	<p>A43 Human rights policies</p> <p>Affected persons: - general</p>	<p>Partly implemented</p> <p>See comments to recommendation 100.18.</p>

<p>100.37 Continue its efforts to combat all forms of discrimination and promote equality (Azerbaijan);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 34-36</p>	<p>Supported</p>	<p>A43 Human rights policies</p> <p>Affected persons: - general</p>	<p>Partly implemented</p> <p>The Non-Discrimination Act and the Act on Equality between Women and Men were reformed in 2015.</p> <p>In November 2020, a final report of the assessment of the effectiveness of the current Non-Discrimination Act was published. According to the report, the reform has improved the harmonization of protection for different grounds of discrimination. The results show that many of the objectives of the reform have been successful, and that the new law has broadened the scope of legal protection against discrimination.</p> <p>Despite improvements, the treatment of different discrimination grounds is still not completely harmonised. In certain issues, the provisions in the Non-Discrimination Act and in the Act on Equality between Women and Men continue to be different. According to the study, the biggest challenge in achieving the law's objectives relates to the implementation of the law.</p> <p>According to the Government Programme, the Non-Discrimination Act will be partially reformed. In June 2021, the Ministry of Justice appointed a working group missioned to assess and prepare possible amendments to update the legislation. The Government has estimated to introduce the bill in autumn 2022.</p> <p>Several studies suggest that the Non-Discrimination Act and in the Act on Equality between Women and Men are not known well enough, and that discrimination continues to be underreported and partially unidentified. In addition, there is an urgent need to ensure sufficient resources for the officials implementing the acts.</p> <p>According to the Criminal Code, a crime is considered aggravated if is committed because of certain factors pertaining to the victim's identity, such as national or ethnic origin or disability. In February 2021, the government introduced a bill to include 'gender' in this list of aggravating factors. Amnesty and other NGOs have criticized the bill for defining 'gender' in a binary way. In addition, the bill would consider gender identity, gender expression and sex characteristics implicitly as 'other circumstances', instead of including them explicitly in the provision. In March 2022, the Legal Affairs Committee was handling the bill.</p> <p>According to a 2020 study commissioned by the Ministry of Justice, discrimination continues to be a significant problem in Finland. Discrimination based on ethnic background and skin colour appears to be common in Finland, with those of African descent facing most discrimination of all immigrant minority groups. In addition, the study suggests that attitudes to the Roma population are still negative, and the Sámi people are experiencing structural discrimination. People with disabilities and elderly persons are facing problems related to inaccessibility of the environment, the availability of services and obtaining related information. Moreover, discrimination against LGBTI people is still common.</p>
--	------------------	--	--

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
			See comments to recommendations 100.36, 100.45, 100.50 and 100.141.
100.38 Continue its efforts and improve its legal and institutional frameworks for protection against discrimination by ensuring the same level of protection for all grounds of discrimination (State of Palestine); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 37-39	Supported	A43 Human rights policies Affected persons: - general	Partly implemented See comments to recommendations 100.36, 100.37, 100.45, 100.50 and 100.141.
100.39 Consider improving its legal and institutional frameworks for protection against discrimination by ensuring the same level of protection for all grounds of discrimination (Albania); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 37-39	Supported	A43 Human rights policies Affected persons: - general	Partly implemented See comments to recommendations 100.36, 100.37, 100.45, 100.50 and 100.141.
100.40 Step up efforts to improve its legal and institutional frameworks for protection against discrimination (Bulgaria); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 37-39	Supported	A43 Human rights policies Affected persons: - general	Partly implemented See comments to recommendations 100.36, 100.37, 100.45, 100.50 and 100.141.
100.41 Make further efforts to ensure equal protection from discrimination (Hungary); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 37-39	Supported	A43 Human rights policies Affected persons: - general	Partly implemented See comments to recommendations 100.36, 100.37, 100.45, 100.50 and 100.141.
100.43 Improve access to effective legal remedies for victims of discrimination (Slovenia); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 37-39	Supported	A43 Human rights policies Affected persons: - general	

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
<p>100.62 Continue to introduce effective measures to combat all forms of discrimination, hate speech and hate crime, both online and offline, and ensure that such crimes are effectively investigated (Estonia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 50-53</p>	Supported	<p>A43 Human rights policies</p> <p>Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Partly implemented</p> <p>In April 2021, The UN Human Rights Committee monitoring the International Covenant on Civil and Political Rights stated in its recommendations that Finland should redouble its efforts to prevent discrimination and hate speech, as well as incitement to discrimination and violence, improve data collection and reporting concerning hate speech, and train and increase the awareness of different operators regarding hate speech and hate crime.</p> <p>The Ministry of Justice has carried out numerous projects targeting hate crimes and hate speech in recent years, such as The Against Hate project (1 December 2017 – 30 November 2019), The Facts against Hate project (1 December 2019 – 30 November 2021) and The Osaavat project (1 April 2021 – 31 March 2023). Furthermore, the second National Action Plan on Fundamental and Human Rights (2017-2019) included many measures for tackling hate crime, discrimination and hate speech, and equality and hate crimes are monitored as part of the fundamental and human rights indicator framework of the third National Action Plan on Fundamental and Human Rights 2020–2023. In addition, the police launched a compulsory online training for all personnel on non-discrimination and recognizing punishable hate crime in the beginning of 2021.</p> <p>However, The OECD Civic Space Scan of Finland (2021) has described the approach to tackle hate speech and hate crimes as project-based and fragmented in Finland. It has called for more encompassing, coordinated, whole-of-government, long-term approach to ensure that Finnish women, journalists, public officials, minorities, and any other groups or individuals have the same opportunity to participate in public life as others, without fear of recrimination and self-censorship. Furthermore, in the fifth country report on Finland (2019), ECRI noted that the positive and innovative steps taken by the Finnish authorities were ad-hoc measures, mostly sustained by limited projects, lack overall coordination, which would render an effective evaluation of progress rather difficult. It also recommended the authorities to take a more systematic and coordinated approach to preventing and combating hate speech while ensuring the long-term sustainability and impact of this initiative.</p> <p>See also comments to recommendations 100.36, 100.37, 100.45, 100.50, 100.141 and 100.71.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
<p>100.71 Take more effective measures in order to fight, and even to eradicate, crimes and hate speech against minorities, focusing on prevention and following-up these acts (Côte d'Ivoire);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 50-53</p>	Supported	<p>A43 Human rights policies</p> <p>Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>The Government's Action Programme to Combat Racism and to Promote Good Relations between Population Groups was adopted in October 2021 and will be implemented in different administrative sectors during 2021-2023. Amnesty International has not analyzed the Action Programme for compliance with Finland's human rights obligations.</p> <p>See comments to recommendation 100.62.</p>
<p>100.76 Increase State funding for shelter services for victims of violence and especially minorities and vulnerable groups (Islamic Republic of Iran);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 58-59</p>	Supported	<p>A43 Human rights policies</p> <p>Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>State funding for the nationwide shelter network has increased steadily. However, the overall number of shelter places for families is still below the requirements of the Istanbul Convention and recommendations of the Council of Europe group of experts. There are in total 221 family places in shelters in Finland while the recommended number is approximately 550. A significant increase in funding is necessary to reach this number.</p> <p>Accessibility of shelters has improved in the past few years, but work remains to be done. (See for example: Frequency of domestic violence experienced by persons with disabilities and availability of services: A quantitative and qualitative examination.</p> <p>Publications of the Government's analysis, assessment and research activities 2022:24. In Finnish, deescription in English. https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/handle/10024/163918)</p> <p>The new Action Plan for the Istanbul Convention (2022-2025) pays attention to enhancing the accessibility of shelters, but specific measures of how to achieve this are lacking.</p>
<p>Theme: A45 National Human Rights Institution (NHRI)</p>			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
<p>100.29 Ensure that the Non-Discrimination Ombudsman has the necessary information and resources to make decisions related to mandatory deportations, and can ensure that these are carried out respecting the rights of those concerned (Mexico);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 24</p>	Supported	<p>A45 National Human Rights Institution (NHRI) B31 Equality & non-discrimination</p> <p>Affected persons: - migrants</p>	<p>Partly implemented.</p> <p>Since the previous review, the parliament has allocated more resources to the National Human Rights Institution, but the national human rights architecture consisting of many relatively small bodies remains under-resourced and fragmented.</p> <p>The Non-Discrimination Ombudsman has received more resources for monitoring deportations, but its overall resources are relatively small (information based on a conversation with the Non-Discrimination Ombudsman's office in March 2022 and on the Non-Discrimination Ombudsman report to the Parliament on the realisation of equality in Finland between 2018 and 2021, 31 March 2022: https://syriinta.fi/documents/25249352/42720545/Yhdenvertaisuusvaltuutetun+kertomus+eduskunnalle+2022+(pdf).pdf/c83caf57-a7c4-a907-9a19-c37c61eec75e/Yhdenvertaisuusvaltuutetun+kertomus+eduskunnalle+2022+(pdf).pdf?t=1648705129557).</p>
<p>100.30 Further assist the efforts carried out by the new Non-Discrimination Ombudsman in providing legal protection and remedies against all forms of discrimination (Indonesia);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 25</p>	Supported	<p>A45 National Human Rights Institution (NHRI) B31 Equality & non-discrimination</p> <p>Affected persons: - general</p>	<p>Partly implemented</p> <p>See comments to recommendation 100.37.</p>
<p>Theme: A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas)</p>			
<p>100.31 Continue allocating adequate financial and human resources to effectively implement its national action plan on human rights (Philippines);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 26</p>	Supported	<p>A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas)</p> <p>Affected persons: - general</p>	<p>Partly implemented.</p> <p>The government's second National Action Plan on Fundamental and Human Rights (2017-2019) lacked resources and left out many crucial human rights issues, including rights of refugees and asylum-seekers and transgender and intersex people. The third Action Plan (2020-2023) focuses on monitoring Finland's human rights situation and includes a newly created human rights indicator framework. It has also been granted a small annual budget for the first time.</p>
<p>100.32 Mobilize adequate resources to complete its second National Action Plan on Fundamental and Human Rights (Canada);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 26</p>	Supported	<p>A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas)</p> <p>Affected persons: - general</p>	<p>Partly implemented.</p> <p>See comments to recommendation 100.31.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
<p>100.80 Effectively monitor and evaluate the 2016-2017 National Action Plan against Human Trafficking and provide an update in a subsequent universal periodic review report (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 60-63</p>	Supported	<p>A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas)</p> <p>D27 Prohibition of slavery, trafficking</p> <p>Affected persons: - persons deprived of their liberty</p>	

<p>100.81 Ensure the full implementation of the National Action Plan against Human Trafficking as a means of ensuring the promotion and protection of victims of trafficking (Botswana);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 60-63</p>	<p>Supported</p>	<p>A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas) D27 Prohibition of slavery, trafficking</p> <p>Affected persons: - persons deprived of their liberty</p>	<p>Partly implemented.</p> <p>Several research projects have been conducted as part of the NAP against Human Trafficking. A study that was part of the implementation of the Government Plan for Analysis, Assessment and Research focused on how criminal provisions on human trafficking and its associated crimes are applied in practice and found that the nature of the act of human trafficking is not fully understood in Finland. This also applied to the understanding of the purpose and content of criminal legislation on human trafficking. Based on the research, challenges in applying legislation on human trafficking result from the sparsity of legal practice concerning human trafficking. There is no proper education on the matter for legal practitioners, nor police. The research also emphasized that the status of the victim should be improved. In addition, attention should be paid to obtaining evidence during criminal investigation and using appropriate and possible coercive measures in investigating human trafficking and associated crimes (Ihmiskauppa ja sen lähirikokset: Säännösten soveltamiskäytäntö, https://urn.fi/URN:ISBN:978-952-383-330. Research report published in March 2022).</p> <p>Another research from 2021 examined residence permit practices related to issuing residence permits to victims of trafficking in human beings. It studied types of cases in which victims of trafficking in human beings were identified, and how the Aliens Act was applied in processing their residence permit applications. The study revealed that assessment of vulnerability of victims of trafficking in human beings was diverse but varied significantly. Assessment of vulnerability was not consistent and in some very similar cases one applicant received a positive decision while another received a negative decision.</p> <p>The main finding of the research was that the application of the provision on the issue of residence permits for victims of trafficking in human beings (section 52a) was relatively rare. The study showed that it is very difficult for victims of trafficking in human beings to receive a continuous residence permit based on their vulnerable position. The threshold for deeming that a victim of trafficking in human beings is in a particularly vulnerable position was remarkably high. (Ihmiskaupan uhrien oleskelulupakäytäntö, Publication by the Non-Discrimination Ombudsman, https://syriinta.fi/julkaisut).</p> <p>Another research reports show that the victims of trafficking were not provided with the housing services or/and social and healthcare services they are entitled to (Selvitys ihmiskaupan uhrien turvallisesta ja tuetusta asumisesta, Report on the supported and safe housing of victims of human trafficking. Finnish institute for health and welfare, https://www.julkari.fi/bitstream/handle/10024/143486/URN ISBN 978-952-343-755-5.pdf)</p> <p>Government has started a legislative reform. The goal of the reform is to clarify the legislation on trafficking</p>
---	------------------	---	---

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
			in human beings. The ultimate goal is to enhance the rights of the victims. According to the Ministry of the Interior the Government Proposal is to be presented to the Parliament in the fall 2022.
100.72 Prevent hate speech on the Internet and intensify the fight against hate crime through the implementation of the National Action Plan on Fundamental and Human Rights and other measures (Cuba); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 50-53	Supported	A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas) D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - media	Partly implemented See comments to recommendations 100.62. and 100.71.
100.120 Establish a national action plan to address domestic and family violence (Australia); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80-85	Supported	A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas) D8 Rights related to marriage & family Affected persons: - women	Partly implemented See comments to recommendation 100.121.
100.64 Strengthen measures to prevent hate speech and harassment against minority groups and persons with disabilities, in line with the National Action Plan for the Prevention of Violent Radicalization and Extremism (Indonesia); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 50-53	Supported	A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas) G1 Members of minorities Affected persons: - persons with disabilities	Partly implemented See comments to recommendations 100.71 and 100.62.
Theme: A51 Human rights education - general			
100.33 Sustain and create new platforms for human rights education (Bosnia and Herzegovina); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 27-31	Supported	A51 Human rights education - general E51 Right to education - General Affected persons: - general	Partly implemented In 2018-2019 a project run by the Human Rights Centre, the Ministry of Education and Culture, the Ministry of Justice and the University of Helsinki developed tools and an online course on democracy and human rights education for the use of universities. However, there are no sustained resources for human rights education and training of teachers, only project funding, which does not guarantee long-term or systemic solutions that would reach all teaching staff.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.34 Provide sufficient resources to continue with systematic human rights education and training of teachers at all levels of national education (Slovenia); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 27-31	Supported	A51 Human rights education - general E51 Right to education - General Affected persons: - educational staff	Partly implemented See comments to recommendation 100.33.
100.94 Take efforts to strengthen the education system through the provision of mandatory training on human rights education (Maldives); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 74	Supported	A51 Human rights education - general E51 Right to education - General Affected persons: - general	Not implemented
Theme: B32 Racial discrimination			
100.35 Strengthen and enhance existing laws countering different forms of discrimination, racism and xenophobia (Lebanon); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 32-33	Supported	B32 Racial discrimination Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Partly implemented See comments to recommendations 100.36, 100.37, 100.45 and 100.50.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
<p>100.36 Enhance efforts aimed at the elimination of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance by adopting a long-term systematic response to these scourges (South Africa);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 34-36</p>	Supported	<p>B32 Racial discrimination</p> <p>Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Partly implemented</p> <p>In the fifth country report on Finland, ECRI noted that racist and intolerant hate speech in public discourse is escalating and targeted mainly against asylum-seekers and Muslims. According to ECRI, accounts of alleged practices of ethnic profiling by the police continue to be reported, while there is no independent body entrusted with the investigation of such cases. ECRI also recommended Finland to bring the criminal, civil and administrative laws in line with its General Policy Recommendation No. 7.</p> <p>In September 2020, the Ministry of Justice published an assessment report of the need to address the most serious forms of organized racism through legislation. According to the report, there is no need to amend the Criminal Code. The report highlights the need to raise awareness of certain existing provisions in the Criminal Code, and to organize training for public officials about applying the provisions. No practical measures to implement the conclusions of the report have been announced.</p> <p>In October 2021, the government adopted an action plan for combating racism and promoting good relations between population groups. The action plan aims to dismantle structural inequalities in society, promote non-discrimination in the Finnish working life, strengthen the authorities' equality competence, raise awareness of racism and its various forms, and develop research and data collection related to racism. Amnesty International has not analyzed the Action Programme for compliance with Finland's human rights obligations.</p> <p>According to a 2021 Together Against Hate shadow report published by Anti-Racist Forum, an NGO working to fight for social justice, racially motivated discrimination and hate incidents remain common. Respondents to their questionnaire reported of discrimination in the labour market or at the workplace, and of hate incidents including physical assaults, verbal insults, shouting and spitting. According to the findings of the report, hatred was often directed at persons of African and Asian descent.</p> <p>See also comments to recommendation 100.37.</p>
<p>100.42 Adopt a long-term and comprehensive framework to tackle discrimination, racism and xenophobia, focusing both on prevention and on combating human rights violations (Brazil);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 37-39</p>	Supported	<p>B32 Racial discrimination</p> <p>Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Partly implemented</p> <p>See comments to recommendations 100.36, 100.37, 100.45, 100.50 and 100.141.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.54 Strengthen prevention and awareness-raising programmes to address xenophobia and violent extremism at the national and subregional levels (Philippines); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 44-48	Supported	B32 Racial discrimination Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Partly implemented See comments to recommendations 100.36, 100.37 and 100.141.
100.55 Take measures against xenophobia and Islamophobia. Improve the implementation of the existing legal framework for combating racism (Turkey); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 44-48	Supported	B32 Racial discrimination Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Partly implemented See comments to recommendations 100.36 and 100.37.
100.56 Take further steps to eliminate discrimination, racism and xenophobia in the country (Uzbekistan); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 44-48	Supported	B32 Racial discrimination Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Partly implemented See comments to recommendations 100.36, 100.37, 100.45, 100.50 and 100.141.
100.58 Further combat racial discrimination and xenophobia, and effectively reduce the number of cases of hate crime (China); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 44-48	Supported	B32 Racial discrimination Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Partly implemented See comments to recommendations 100.36 and 100.37.
100.60 Consider improving the implementation of the legal framework for combating racism (Namibia); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 50-53	Supported	B32 Racial discrimination Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Partly implemented See comments to recommendation 100.36.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.69 Strengthen efforts to restrict outbreaks of racism and xenophobia, especially manifestations of racism on the Internet (Italy); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 50-53	Supported	B32 Racial discrimination D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - media	Partly implemented See comments to recommendation 100.36.
100.70 Strengthen the fight against xenophobia on social networks and the Internet (Algeria); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 50-53	Supported	B32 Racial discrimination D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI) - media	
100.57 Continue strengthening measures against racism, xenophobia and Islamophobia, as well as discrimination against migrants (Chile); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 44-48	Supported	B32 Racial discrimination G4 Migrants Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Partly implemented See comments to recommendation 100.36 and 100.37.
100.67 Continue to reinforce the measures of fight against xenophobia, racism and intolerance with regard to migrants and asylum seekers (Angola); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 50-53	Supported	B32 Racial discrimination G4 Migrants G5 Refugees & asylum seekers Affected persons: - migrants - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - refugees & asylum seekers	Partly implemented See comments to recommendations 100.36 and 100.37.
100.68 Strengthen measures aimed at fighting against discrimination, racism and xenophobia in the country, especially concerning migrants and asylum seekers (Côte d'Ivoire); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 50-53	Supported	B32 Racial discrimination G4 Migrants G5 Refugees & asylum seekers Affected persons: - migrants - refugees & asylum seekers	Partly implemented See comments to recommendations 100.36, 100.37, 100.45, 100.50 and 100.141.
Theme: D26 Conditions of detention			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.132 Review national laws to prohibit the detention of minors (Portugal); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 97-98	Supported	D26 Conditions of detention Affected persons: - children	
Theme: D27 Prohibition of slavery, trafficking			
100.78 Continue efforts to combat trafficking in human beings and take effective measures to prevent and eradicate human trafficking and adopt procedures for the determination of the best interests of child victims of trafficking (Turkey); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 60-63	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking Affected persons: - children - persons deprived of their liberty	Partly implemented See comments to recommendation 100.77. and 100.81.
100.79 Develop clear guidelines on how to identify and protect victims of trafficking in persons (United States of America); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 60-63	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking Affected persons: - persons deprived of their liberty	Partly implemented See comments to recommendation 100.77 and 100.81.
100.83 Seek to adopt procedures for the determination of the best interests of child victims of trafficking and children of victims, including with a view to strengthening the identification of victims of trafficking, especially women and children (Bulgaria); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 60-63	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking Affected persons: - women - children	Partly implemented See comments to recommendation 100.77 and 100.81.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.82 Continue strengthening measures of fighting against domestic violence and human trafficking, including by increasing the number and geographic coverage of reception centres for families and victims (Chile); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 60-63	Supported	D27 Prohibition of slavery, trafficking D29 Domestic violence Affected persons: - women - children	Partly implemented See comments to recommendation 100.77, 100.81 and 100.120. An Action Plan for Combating Violence against Women exists for 2020–2023.
Theme: D28 Gender-based violence			
100.112 Consolidate support services for women victims of violence (Republic of Moldova); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80-85	Supported	D28 Gender based violence Affected persons: - women	Partly implemented. The Social Welfare Act entered into force in March 2015. It recognizes for the first time in law the need for support and social services for domestic violence survivors. However, there is no nation-wide network offering long-term services for survivors of violence. (See for example resent research: The background of the clients in Seri Support Centers (for victims and survivors of sexual violence), their use of support services and the progress of the criminal procedure. An interim report. Publications of the Government's analysis, assessment and research activities 2021:69. The clients wished for better access to further treatment, longer duration of the support and proximal services. In Finnish, description in English). Further, the specific needs of women and girls who are undocumented, asylum seekers, refugees, non-Finnish speaking, transgender, older person or living with a disability are not adequately identified in social and health care services. (Research on municipalities on policies and support services in 2017 and 2021 by Amnesty International Finnish section. In Finnish only. 2017: https://frantic.s3.amazonaws.com/amnesty-fi/2017/01/Amnestyn-kuntaselvitys-naisiin-kohdistuvasta-v%C3%A4kivallasta.pdf and 2021: https://www.amnesty.fi/uploads/2021/05/amnestyn-seurantatutkimus-2021.pdf)
Theme: D29 Domestic violence			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
<p>100.113 Provide adequate support services to protect victims of domestic and sexual violence (Turkey);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80-85</p>	Supported	<p>D29 Domestic violence</p> <p>Affected persons: - women</p>	<p>Partly implemented.</p> <p>Please see comment to recommendations 100.112.</p>
<p>100.119 Provide further support assistance services to better protect victims of domestic violence (Sierra Leone);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80-85</p>	Supported	<p>D29 Domestic violence</p> <p>Affected persons: - women</p>	<p>Partly implemented.</p> <p>Please see comment to recommendations 100.112.</p>
<p>100.121 Establish a national coordination unit and provide adequate resources and other support for the implementation of the Council of Europe Convention on Preventing and Combating Violence against Women and Domestic Violence (Canada);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80-85</p>	Supported	<p>D29 Domestic violence</p> <p>E32 Right to just and favourable conditions of work</p> <p>F13 Violence against women</p> <p>Affected persons: - women</p>	<p>Partly implemented.</p> <p>Prevention of violence against women is systematically under-resourced. The systematic lack of funding for support services for victims can be seen in the financing of Government Action Plans on violence and State funded services for victims seeking safety, like shelters. A 2016 study evaluating earlier Action Plans concluded that measures aimed at reducing violence against women were not fully implemented due to lack of funds. (See Törmä, Sinikka ja Pentikäinen, Merja (2016): <i>Tavoitteena naisiin kohdistuvasta väkivallasta ja perheväkivallasta vapaa Suomi</i>. Only available in Finnish. http://julkaisut.valtioneuvosto.fi/bitstream/handle/10024/75030/Rap_ ja_muist_2016_15_1.pdf?sequence=1)</p> <p>The new action plan for the Istanbul Convention (2022-2025) is lacking a dedicated budget for its implementation.</p> <p>The government has established a post of an independent rapporteur on violence against women. However, the resources for the new rapporteur are inadequate.</p> <p>According to an unpublished assessment of the previous National Action Plan on the Implementation of the Istanbul Convention, the Coordination Unit, NAPE, also lacks adequate funding. Findings of the assessment were presented to the subcommittee of NAPE on 30 March 2022.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.115 Implement the Council of Europe Convention on Preventing and Combating Violence against Women and Domestic Violence in order to provide improved protection and assistance to women and children that have become victims of violence (Germany); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80-85	Supported	D29 Domestic violence E32 Right to just and favourable conditions of work F13 Violence against women F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - children	Partly implemented. Please see comment to recommendations 100.121.
100.117 Further continue its efforts to combat domestic violence and intensify the implementation of the Government Action Plan for Gender Equality (Mongolia); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80-85	Supported	D29 Domestic violence F12 Discrimination against women Affected persons: - women	Partly implemented. Please see comment to recommendations 100.121.
Theme: D42 Freedom of thought, conscience and religion			
100.63 Enhance efforts to curb hate crimes against certain religious communities, ethnic groups and other minorities including indigenous people (India); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 50-53	Supported	D42 Freedom of thought, conscience and religion G3 Indigenous peoples Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - Indigenous peoples	Partly implemented In the fifth country report on Finland (2019), ECRI noted that the Finnish authorities should make a determined effort to persuade relevant local authorities to actively participate in research and dialogue aimed at improving the social integration of members of the Sámi community. See comments to recommendations 100.71 and 100.62.
Theme: D8 Rights related to marriage & family			
100.151 Provide the necessary protection for and preserve the dignity of asylum seekers, ensure their access to legal assistance, facilitate family reunification procedures for migrants, and provide them with social security (Egypt); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 106-109	Supported	D8 Rights related to marriage & family E24 Right to social security G4 Migrants G5 Refugees & asylum seekers Affected persons: - migrants - refugees & asylum seekers	Partly implemented Amendments to the Aliens Act in 2016 restricted the right to fair and effective asylum procedures, including access to legal assistance. In August 2021, the government abolished many of the restrictions through a law reform. See comments to recommendation 100.129.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.128 In cases when the Finnish authorities decide that the separation of children from their natural family is necessary for the best interests of the child, adopt that measure according to a decision taken by a judicial authority, as required by the provisions of article 9 of the Convention on the Rights of the Child (Romania); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 94	Supported	D8 Rights related to marriage & family F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - children	
Theme: E24 Right to social security			
100.87 Continue with its structural reforms in social welfare and health care with a focus on protecting the rights of women, children and vulnerable groups (Pakistan); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 69	Supported	E24 Right to social security E41 Right to health - General F12 Discrimination against women F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - women - children - vulnerable persons/groups	Partly implemented. Social security reform is ongoing, 2020-2027 Healthcare reform is ongoing, 2019-2023
Theme: E31 Right to work			
100.137 Continue efforts to promote opportunities for productive and paid employment for persons with disabilities (Colombia); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 100-101	Supported	E31 Right to work Affected persons: - persons with disabilities	
100.98 Exert more efforts aiming at the elimination of all forms of discrimination against women, particularly in the labour market (Libya); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 79	Supported	E31 Right to work F12 Discrimination against women Affected persons: - women	
Theme: E32 Right to just and favourable conditions of work			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.90 Continue to narrow wage disparities between men and women in line with the country's Equal Pay Programme for 2016-2019 (Sri Lanka); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 72	Supported	E32 Right to just and favourable conditions of work Affected persons: - women	Partly implemented. Equal Pay Programme is ongoing (2020-2023)
Theme: E41 Right to health - General			
100.97 Conduct public awareness campaigns in the media to fight against drug consumption, abusive consumption of alcohol and suicide among young women and girls (Algeria); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 78	Supported	E41 Right to health - General Affected persons: - women - girls	Partly implemented. Suicide Prevention Programme is ongoing (2020-2030) Programme for Prevention of Substance Abuse is ongoing (2015-2025)
Theme: F12 Discrimination against women			
100.25 Provide its existing and new national institutions and bodies for the advancement of women and gender equality with adequate human, technical and budgetary resources (Timor-Leste); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 19	Supported	F12 Discrimination against women, S05 gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Partly implemented. The Equality Ombudsman focuses on supervising the Act on Equality between Women and Men. Following the 2015 amendment to the Act, the Ombudsman's mandate now includes the grounds of gender identity and gender expression in addition to previous gender equality issues. In 2019, ECRI noted that no additional staff was provided to the institution despite the new aspect of its mandate. ECRI recommended that the authorities increase the capacity and staff of the Ombudsman in order to enable the institution to adequately deal with gender identity issues falling within its mandate. https://rm.coe.int/fifth-report-on-finland/1680972fa7 Wider work for the advancement of women in accordance with the provisions of the Beijing Platform for Action is carried out by the Ministry of Social Welfare and Health. Overall, the resources of the institutions to promote gender equality and women's rights remain insufficient. See comments to recommendations 100.121 and 100.37.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.26 Establish a national institution for the advancement of women in accordance with the provisions of the Beijing Platform for Action (Honduras); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 21	Supported	F12 Discrimination against women, S05 gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Please see comment on recommendation 100.25.
100.95 Continue the action aimed at the promotion of gender equality in all public and private activities (Angola); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 75	Supported	F12 Discrimination against women Affected persons: - women	
100.99 Continue the work accomplished to prevent gender-based discrimination, promote equality between women and men and thus improve women's condition, particularly in working life (Cuba); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 79	Supported	F12 Discrimination against women Affected persons: - women	Partly implemented. Gender-based discrimination has deep roots in the Finnish society: violence against women is widespread; the wages, especially in healthcare and social work, where women are the vast majority of the workforce, are low compared to other sectors. Violence against women at work has tripled in the past three decades, according to Statistic Finland.
100.108 Prepare a national plan with allocated targets to combat violence and discrimination against women and provide access and financial aid to support services, and strengthen cooperation between different government agencies (Islamic Republic of Iran); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80	Supported	F12 Discrimination against women Affected persons: - women	Partly implemented. Please see comments to recommendation 100.121.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.101 Ensure proper implementation of policies directed towards combating violence against women, including the recommendations made by the Committee on the Elimination of Discrimination against Women regarding sexual violence (Republic of Moldova); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80	Supported	F12 Discrimination against women F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. The government's proposal to introduce a consent-based rape legislation was given to the parliament in February 2022. In the proposal the central aspect of the legal definitions of rape and other sexual crimes is the lack of consent assessed in the context of the surrounding circumstances. However, in certain cases abusing a position of authority continues to be defined as sexual abuse, not rape. Causing the victims vulnerability or committing the crime in close relationship are still not seen as aggravating factors in sexual crimes.
100.103 Promote gender equality and further combat violence against women (China); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80	Supported	F12 Discrimination against women F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Please see comments to recommendations 100.22, 100.23, 100.24, 100.25 and 100.99, 100.108, 100.101.
100.107 Continue its efforts aimed at eliminating discrimination and preventing violence against women and children, as well as taking further measures, with a longer-term strategy, aimed at protecting women's rights (Iceland); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80	Supported	F12 Discrimination against women F13 Violence against women Affected persons: - women - children	Partly implemented. Please see comments to recommendations 100.22, 100.23, 100.24, 100.25 and 100.99, 100.108, 100.101.
100.96 Continue to enhance the protection and the rights of women and children (Bosnia and Herzegovina); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 76-77	Supported	F12 Discrimination against women F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - children	Partly implemented. Please see comments to recommendations 100.22, 100.23, 100.24, 100.25 and 100.99, 100.108, 100.101.
100.150 Ensure the effective protection of migrants, particularly women migrant workers, against discrimination (Philippines); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 106-109	Supported	F12 Discrimination against women G4 Migrants Affected persons: - migrants	
Theme: F13 Violence against women			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
<p>100.23 Continue strengthening national laws on offences related to violence against women and girls (Botswana);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 18</p>	Supported	<p>F13 Violence against women</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - women - girls 	<p>Partly implemented.</p> <p>The government's proposal to introduce a consent-based rape legislation was given to the parliament in February 2022. In the proposal the central aspect of the legal definitions of rape and other sexual crimes is the lack of consent assessed in the context of the surrounding circumstances. However, in certain cases abusing a position of authority continues to be defined as sexual abuse, not rape. Putting the victim in a situation of vulnerability or committing the crime in close relationship are still not seen as aggravating factors in sexual crimes.</p> <p>The Ministry of Justice assessed the need for criminalization of forced marriages and concluded that criminalization was not necessary. The government proposal on annulling forced marriages was submitted to the parliament in October 2021. However, a possibility of repealing a forced marriage was not included in the proposal. Repealing would erase all existing legal consequences of marriage. Women's rights and human rights organizations called for the possibility of repealing in addition to annulment. (See the submission by the Human Rights League in Finland: https://ihmisoikeusliitto.fi/lausunto-avioliittoon-pakottamisen-rangaistavuudesta/ and the submission by the The National Council of Women of Finland: https://naisjarjestot.fi/naisjarjestojen-keskusliiton-lausunto-arviomuistiosta-avioliittoon-pakottamisen-rangaistavuudesta/ and the statement by the Multicultural Women's Association: https://monikanaiset.fi/tiedotteet/naisjarjestot-pakkoavioliittojen-lopettaminen-vaatii-rikoslain-muutoksen/ and the statement by Amnesty Finland: https://www.amnesty.fi/amnestyn-lausunto-avioliittoon-pakottamisen-kriminalisoinnista/)</p> <p>Mediation is still widely used, resulting in dropping of charges or poor police investigation in cases where the victim is a woman or a girl, and the context of the crime is intimate relationship.</p> <p>There is no explicit provision in the Criminal Code that criminalizes psychological violence.</p> <p>In addition, the current legislation does not oblige municipalities or regions to take measures for active prevention of gender-based violence. Further, the specific needs of women and girls who are undocumented, asylum seekers, refugees, non-Finnish speaking, transgender, elderly or living with disability are not identified in social and health care services.</p> <p>See comments to recommendation 100.112.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.100 Continue its good efforts to address violence against women (Lithuania); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Please see comments to recommendations 100.22, 100.23, 100.24, 100.25 and 100.99, 100.108, 100.101.
100.102 Establish a specific action plan to combat gender-based violence with a special system of prevention for this type of violence and also broaden the network of assistance for victims of sexual violence or gender-based violence (Spain); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Please see comments to recommendations 100.22, 100.23, 100.24, 100.25 and 100.99, 100.108, 100.101.
100.104 Take further measures aimed at eradicating violence against women (Georgia); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Please see comments to recommendations 100.22, 100.23, 100.24, 100.25 and 100.99, 100.108, 100.101.
100.105 Ensure the implementation of measures aimed at combating violence against women (Iceland); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Please see comments to recommendations 100.22, 100.23, 100.24, 100.25 and 100.99, 100.108, 100.101.
100.106 Strengthen efforts to prevent violence against women (Iraq); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Please see comments to recommendations 100.22, 100.23, 100.24, 100.25 and 100.99, 100.108, 100.101.
100.116 Strengthen the measures to combat violence against women as well as support victims and survivors of such violence (India); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80-85	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Please see comments to recommendations 100.22, 100.23, 100.24, 100.25 and 100.99, 100.108, 100.101.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.122 Take further measures to address violence against women, including domestic and sexual violence, especially in the field of prevention (Estonia); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80-85	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Please see comments to recommendations 100.22, 100.23, 100.24, 100.25 and 100.99, 100.108, 100.101.
100.123 Take all the necessary measures to put an end to violence committed against women and children (Libya); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 80-85	Supported	F13 Violence against women F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - women - children	Partly implemented. Please see comments to recommendations 100.22, 100.23, 100.24, 100.25 and 100.99, 100.108, 100.101.
Theme: F31 Children: definition; general principles; protection			
100.124 Reinforce the measures to protect the rights of the child (Georgia); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 90	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - children	
100.125 Provide training on the rights of the child to public officials and civil servants (Timor-Leste); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 90	Supported	F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - children	
Theme: F34 Children: Juvenile justice			
100.127 Establish additional standards to guarantee the swift and appropriate appointment of guardians to unaccompanied minors (Portugal); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 92	Supported	F34 Children: Juvenile justice Affected persons: - children	
Theme: F4 Persons with disabilities			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.135 Accompany the implementation of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities with sufficient funds and concrete indicators through a new national disability policy (VAMPO) that continues the 2010-2015 policy (Spain); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 100-101	Supported	F4 Persons with disabilities Affected persons: - persons with disabilities	
Theme: G1 Members of minorities			
100.141 Continue with the policies of inclusion of the Roma population (Peru); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 102-104	Supported	G1 Minorities Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Partly implemented In May 2018, Finland adopted its second National Roma Policy for 2018-2022 , aiming to support the progress seen in the societal integration of Roma and positive development in Roma linguistic, cultural and social rights. According to NGO shadow reports, published in May 2018 , January 2019 and May 2020 , Roma still form a marginalized group in Finland. Reports find that Roma still need affirmative actions to ensure their social, cultural and economic equality, especially in the area of employment. Turning the goodwill of National Roma Policy into an action at the local level remains as a challenge, and the Policy does not give enough importance for addressing antigypsyism. Stereotypes and negative attitudes are deeply rooted. In addition, reports suggest that the Policy should be more targeted and that the measures suggested should be more evidence-based.
100.142 Continue its efforts to prevent discrimination against Roma (Timor-Leste); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 102-104	Supported	G1 Minorities Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Partly implemented See comments to recommendation 100.141.
100.143 Protect the economic, social and cultural rights of the Sami people from the negative effects that may result from logging and other activities carried out by private agents (Guatemala); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 105	Supported	G1 Minorities Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.85 Continue efforts to guarantee the representation in political and public life of women belonging to disadvantaged groups like women with disabilities, ethnic minorities, Roma people and migrants (Colombia); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 65-67	Supported	G1 Members of minorities G4 Migrants Affected persons: - women - migrants - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	
100.139 Establish and promote culturally sensitive initiatives to provide services for minority groups such as Roma and Sami and for migrants and refugees (Maldives); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 102-104	Supported	G1 Members of minorities G4 Migrants G5 Refugees & asylum seekers Affected persons: - migrants - refugees & asylum seekers	
Theme: G4 Migrants			
100.140 Consider introducing incentives for better political participation of minorities and immigrants with a view to upholding their integration into society (Serbia); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 102-104	Supported	G4 Migrants Affected persons: - migrants - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	
100.145 Strengthen social integration policies, especially for migrants (Lebanon); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 106-109	Supported	G4 Migrants Affected persons: - migrants	
100.148 Continue its efforts to combat discrimination, particularly against migrant workers (Bangladesh); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 106-109	Supported	G4 Migrants Affected persons: - migrants	

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.66 Intensify efforts to prevent and combat discrimination against persons with immigration backgrounds (Turkey); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 50-53	Supported	G4 Migrants, G5 Refugees and asylum seekers Affected persons: - migrants - refugees & asylum seekers	Partly implemented See comments to recommendations 100.36 and 100.37.
100.144 Strengthen national efforts to protect migrants and refugees (Iraq); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 106-109	Supported	G4 Migrants G5 Refugees & asylum seekers Affected persons: - migrants - refugees & asylum seekers	Partly implemented Law reform strengthening legal aid for asylum seekers in August 2021
100.146 Strengthen the policies related to receiving and the integration of migrants and refugees (Peru); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 106-109	Supported	G4 Migrants G5 Refugees & asylum seekers Affected persons: - migrants - refugees & asylum seekers	Not implemented In 2015 a law reform limited reception services to asylum seekers who have received a negative asylum decision. Previously people received reception services until they were returned to their home country. Since 2015, reception services have not been granted to rejected asylum seekers who have not returned to their home country voluntarily or whom the authorities have been unable to return by force.
100.149 Take urgent measures for the investigation and punishment of acts of hate and discrimination towards migrants, refugees and minorities, and strengthen its awareness-raising programmes for the population in general and for public officials (Argentina); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 106-109	Supported	G4 Migrants G5 Refugees & asylum seekers Affected persons: - migrants - refugees & asylum seekers	Partly implemented See comments to recommendations 100.36 and 100.37.
Theme: S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work			
100.88 Redouble its efforts to implement the principle of equal pay for work of equal value, including through the further development of the Equal Pay Programme (South Africa); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 70	Supported	S08 Employment and decent work Affected persons: - general	

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.91 Effectively provide for the application of laws prohibiting wage discrimination for equal work between men and women (Uzbekistan); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 72	Supported	S08 Employment and decent work Affected persons: - women	
100.27 Further strengthen its national human rights institutions, especially in the form of greater resource allocation (Pakistan); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 22	Supported	S16 peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partly implemented. See comments to recommendation 100.29.
100.28 Provide the national human rights institution with sufficient resources to carry out its mandate effectively and independently, including the promotion and protection of economic, social and cultural rights (Guatemala); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 23	Supported	S16 peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partly implemented. See comments to recommendation 100.29.
Theme: A12 acceptance of international norms			
100.12 In accordance with the commitment made after the universal periodic review of 2012, ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance; the ILO Indigenous and Tribal Peoples Convention 1989, (No. 169); and the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Bolivarian Republic of Venezuela); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 9	Supported/ Noted	A12 Acceptance of international norms D32 Enforced disappearances E32 Right to just and favourable conditions of work G3 Indigenous peoples G4 Migrants S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work Affected persons: - migrants	Partly implemented. The Ministry for Foreign Affairs has drafted a proposal to ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance in 2022. The ILO Indigenous and Tribal Peoples Convention 1989, (No. 169) and the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families are yet to be ratified.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			
<p>100.65 Ensure that the law enforcement, security and judicial authorities have the necessary knowledge and skills to address hate crimes against immigrants, asylum seekers and refugees by providing mandatory training and guidelines, and amend laws specific to hate crime and hate speech (Islamic Republic of Iran);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 54</p>	Supported/ Noted	<p>A41 Constitutional and legislative framework G4 Migrants G5 Refugees & asylum seekers</p> <p>Affected persons: - migrants - refugees & asylum seekers</p>	<p>Partly implemented</p> <p>See comments to recommendations 100.62 and 100.71.</p>
Theme: E41 Right to health – General			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
<p>100.50 Revise the Trans Act (on the Legal Recognition of the Gender of Transsexuals) by abolishing the need for sterilization, other medical treatment and a mental health diagnosis as requirements for a person's legal recognition of their gender identity and ensure that medical procedures performed on intersex infants and children take into account the best interest of the child (Sweden);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 42</p>	Supported/ Noted	<p>E41 Right to health - General F13 Violence against women</p> <p>Affected persons: - women</p>	<p>Partly implemented</p> <p>The procedure to obtain legal gender recognition continues to violate transgender people's right to privacy, and the rights of the child. As of March 2022, legal gender recognition requirements included proof of sterilization or infertility, a psychiatric diagnosis, and a blanket minimum age of 18. Despite the ongoing process to amend the legislation, the government has introduced no plan to enact a gender recognition system for minors. The government has estimated to introduce the bill in summer 2022.</p> <p>Children with variations in sex characteristics are routinely subjected to 'normalizing' surgical and other medical procedures. Despite a provision in the government programme to strengthen intersex children's right to self-determination, measures to ensure their bodily integrity remained unclear as of March 2022.</p> <p>In February 2019, Ministry of Justice and Ministry for Foreign Affairs published a study on the rights and experiences of intersex persons. In January 2020, the working group appointed by the Ministry of Social Affairs and Health (MoSAH) published a report concerning alternatives to develop legislation concerning transgender and intersex people.</p> <p>In May 2021, MoSAH appointed a new working group to prepare the legal suggestions to ensure the rights of transgender and intersex people in accordance with the government programme.</p> <p>As a part of the National Child Strategy, the Government has committed to establishing National Best Practice Recommendations for counseling and medical advice provided to families with children with variations of sex characteristics. The recommendations are estimated to be ready in early 2023.</p> <p>In November 2021, the Parliament started to consider a citizens' initiative to reform the law on gender recognition based on self-determination and including minors.</p>
Theme: A12 Acceptance of international norms			
<p>100.14 Ratify the International Labour Organization Indigenous and Tribal Peoples Convention, 1989 (No. 169) (Mexico);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 11</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms E32 Right to just and favourable conditions of work G3 Indigenous peoples</p> <p>Affected persons: - Indigenous peoples</p>	<p>Not implemented</p> <p>See comments to recommendation 100.15.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
<p>100.16 Consider ratifying the International Labour Organization Indigenous and Tribal Peoples Convention, 1989 (No. 169) (Peru);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 11</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms E32 Right to just and favourable conditions of work G3 Indigenous peoples</p> <p>Affected persons: - Indigenous peoples</p>	<p>Not implemented</p> <p>See comments to recommendation 100.15.</p>
<p>100.3 Promptly ratify the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families and the ILO Indigenous and Tribal Peoples Convention, 1989 (No. 169) (Guatemala);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 6-7</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms E32 Right to just and favourable conditions of work G3 Indigenous peoples G4 Migrants S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work</p> <p>Affected persons: - migrants</p>	<p>Not implemented</p> <p>See comments to recommendation 100.15.</p>
<p>100.2 Ratify the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Philippines) (Egypt) (Honduras);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 6-7</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms G4 Migrants</p> <p>Affected persons: - migrants</p>	<p>Not implemented</p>
<p>100.4 Consider ratifying the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Mozambique) (Chile);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 6-7</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms G4 Migrants S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work</p> <p>Affected persons: - migrants</p>	<p>Not implemented</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.5 Consider ways forward for the ratification of the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Indonesia); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 6-7	Noted	A12 Acceptance of international norms G4 Migrants S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work Affected persons: - migrants	Not implemented
100.6 Continue to consider acceding to the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families and recognize the competence of its committee (Uruguay); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 6-7	Noted	A12 Acceptance of international norms G4 Migrants S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work Affected persons: - migrants	Not implemented
Theme: A13 Reservations			
100.1 Withdraw its reservation to the International Covenant on Civil and Political Rights (South Africa) (Portugal); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 2	Noted	A13 Reservations Affected persons: - general	
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			
100.51 Reform legislation to remove the requirement of infertility or sterilization as a condition for the legal recognition of gender reassignment (Australia); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 41	Noted	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Partly implemented See comments to recommendation 100.50.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
<p>100.53 Amend its laws to remove the requirement for sterilization or infertility before recognition of the gender of transsexual persons and further, consider moving to a process allowing persons to self-declare their gender identity (Ireland);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 41</p>	Noted	<p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI) 	<p>Partly implemented</p> <p>See comments to recommendation 100.50.</p>
<p>100.74 Ensure that its policies, legislation, regulations and enforcement measures effectively serve to prevent and address the heightened risk of business involvement in abuses in conflict situations, which include situations of foreign occupation (State of Palestine);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 56</p>	Noted	<p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - general 	
<p>100.59 Take effective and rapid steps through the enactment of legislation to combat hate speech, Islamophobia and aggressive racist acts, which are increasingly prevalent in society, and ensure their effects are addressed in the long term (Egypt);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 49</p>	Noted	<p>A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>B32 Racial discrimination</p> <p>Affected persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups 	<p>Partly implemented</p> <p>See comments to recommendation 100.36.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.110 Implement new measures to ensure victims of rape seek redress, and modify the law to ensure the penalties for rape are more severe (Sierra Leone); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 87	Noted	A41 Constitutional and legislative framework B51 Right to an effective remedy F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. The government's proposal to introduce a consent-based rape legislation was given to the Parliament in February 2022. In the proposal the central aspect of the legal definitions of rape and other sexual crimes is the lack of consent assessed in the context of the surrounding circumstances. However, in certain cases abusing a position of authority continues to be defined as sexual abuse, not rape. Causing the victims vulnerability or committing the crime in close relationship are still not seen as aggravating factors in sexual crimes.
Theme: A43 Human rights policies			
100.73 Take an effective stand against hate speech and aggressive attitudes that are becoming increasingly mainstream (Islamic Republic of Iran); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 55	Noted	A43 Human rights policies Affected persons: - general	Partly implemented See comments to recommendations 100.62. and 100.71.
Theme: D26 Conditions of detention			
100.134 Take measures to separate juvenile detainees from adults in all places of detention (Algeria); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 99	Noted	D26 Conditions of detention Affected persons: - persons deprived of their liberty	
100.84 Release prisoners detained as conscientious objectors to military service and ensure that civilian alternatives to military service are not punitive or discriminatory and remain under civilian control (Uruguay); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 64	Noted	D26 Conditions of detention D42 Freedom of thought, conscience and religion Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented. The length of the civilian alternative to military service remains punitive and discriminatory. Conscientious objectors who refuse both military and non-military service continue to be convicted and given custodial sentences of up to nearly six months which, in most cases, means electronic monitoring. Amnesty International is concerned that the number of such convictions may rise as a legal provision exempting Jehovah's witnesses from military and non-military service was repealed by the parliament in 2019. Recommendations on future development of military service and national defence by a parliamentary committee in 2021 did not resolve these problems. Contrary to international recommendations, they included steps that would tie the civilian service closer to national defence.
Theme: D28 Gender-based violence			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.109 Increase its funding to actors engaged in combating violence and sexual abuse of women (Sweden); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 86	Noted	D28 Gender based violence Affected persons: - women	Partly implemented. See comments to recommendation 100.121
Theme: D29 Domestic violence			
100.118 Allocate sufficient resources in order to ensure full implementation of the Council of Europe Convention on Preventing and Combating Violence against Women and Domestic Violence (Netherlands); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 89	Noted	D29 Domestic violence E32 Right to just and favourable conditions of work F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Please see comments to recommendation 100.121.
Theme: D8 Rights related to marriage & family			
100.86 Provide protection for the family as a natural and basic unit of society (Egypt); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 68	Noted	D8 Rights related to marriage & family Affected persons: - general	
Theme: E31 Right to work			
100.89 Eliminate the persistent wage gap for labour between women and men by eliminating the significant segregation between the genders on the labour market (Russian Federation); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 71	Noted	E31 Right to work E32 Right to just and favourable conditions of work Affected persons: - women	

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.93 Take further measures to address discrimination against non-native Finnish citizens in the area of employment, particularly by reducing the wage gap between immigrants and native Finns (Serbia); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 73	Noted	E31 Right to work E32 Right to just and favourable conditions of work G4 Migrants Affected persons: - migrants	
Theme: E41 Right to health - General			
100.46 Eliminate, in the case of transsexuals, the requirement of sterilization, medical treatment and a mental health diagnosis in order to complete the process of legal recognition of gender identity (Mexico); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 41	Noted	E41 Right to health - General Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Partly implemented See comments to recommendation 100.50.
100.47 Amend the current Act on the Legal Recognition of the Gender of Transsexuals by abolishing the need for sterilization or infertility as a requirement for a person's legal recognition of their gender identity (Netherlands); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 41	Noted	E 41 Right to health Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Partly implemented See comments to recommendation 100.50.
100.48 Eliminate sterilization as a necessary criterion for the recognition of the gender of transgender persons (Portugal); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 41	Noted	E41 Right to health - General Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Partly implemented See comments to recommendation 100.50.

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.49. Remove the current norm for mandatory sterility to officially register gender reassignment (Spain); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 41	Noted	E41 Right to health - General Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Partly implemented See comments to recommendation 100.50.
100.52 Remove the requirement of infertility or sterilization before an individual may change their gender on legal documents (Canada); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 41	Noted	E41 Right to health Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Partly implemented See comments to recommendation 100.50.
Theme: F13 Violence against women			
100.111 Carry out a review of criteria for prosecuting cases of rape and sexual assault, to ensure that lack of consent, not only the use of force, is given adequate consideration when bringing cases for prosecution (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 87	Noted	F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. The government's proposal to introduce a consent-based rape legislation was given to the Parliament in February 2022. In the proposal the central aspect of the legal definitions of rape and other sexual crimes is the lack of consent assessed in the context of the surrounding circumstances. However, in certain cases abusing a position of authority continues to be defined as sexual abuse, not rape. Causing the victims vulnerability or committing the crime in close relationship are still not seen as aggravating factors in sexual crimes.
100.114 Continue its efforts to implement the Istanbul Convention by ensuring that it has a sufficient budget, increase the number of shelters for women and children victims of violence, strengthen penalties for rape, improve the training of professionals for better reception of victims and better processing of their complaints (France); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 88	Noted	F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Please see comments to recommendations 100.111 and 100.22, 100.23, 100.24, 100.25 and 100.99, 100.108, 100.101.
Theme: F32 Children: family environment and alternative care			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
100.130 Provide training in the area of the rights of the child for State officials and civil servants at all levels, in particular to prevent cases of the unjustified removal of children from their families (Russian Federation); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 95	Noted	F32 Family environment and alternative care Affected persons: - children	
Theme: F34 Children: Juvenile justice			
100.133 Adopt measures to hold juvenile and adult offenders separately (Russian Federation); Source of position: A/HRC/36/8/Add.1 - Para. 99	Noted	F34 Juvenile justice Affected persons: - children - youth	

¹ Conseil des droits de l'homme, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Finlande, 14 juillet 2017, doc. ONU A/HRC/36/8 ; gouvernement finlandais, *Universal Periodic Review – third cycle. A mid-term report on the implementation of the recommendations by the Government of Finland*, 18 septembre 2019, <https://upr-info.org/sites/default/files/documents/2019-10/finlandthirdcyclemid-termreport.pdf>.

² Conseil des droits de l'homme, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Finlande, op. cit. note 1, recommandations 100.9-100.12 (Argentine, Bosnie-Herzégovine, France, Monténégro, Italie, Ukraine et Venezuela) ; gouvernement finlandais, *Universal Periodic Review – third cycle. A mid-term report on the implementation of the recommendations by the Government of Finland*, op. cit. note 1.

³ Conseil des droits de l'homme, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Finlande, op. cit. note 1, recommandation 89.8 (Nicaragua) ; id., recommandations 100.3 (Guatemala), 100.12 (Venezuela) et 100.15 (Norvège) ; gouvernement finlandais, *Universal Periodic Review – third cycle. A mid-term report on the implementation of the recommendations by the Government of Finland*, op. cit. note 1. Lors de l'examen de 2017, le gouvernement a déclaré qu'il déciderait « plus tard en 2017 » s'il allait ratifier ce texte. Le gouvernement avait déjà présenté un projet de ratification au parlement en 2014, qui a finalement été retiré en janvier 2019. En 2021, un groupe de travail mis sur pied par le ministère de la Justice a publié un projet de réforme de la Loi sur le Parlement sâme, réforme considérée comme condition *sine qua non* à la ratification de la Convention. Mais ce projet n'a pas encore été soumis au Parlement.

⁴ En 2019, la Délégation aux droits humains du Centre pour les droits humains, qui font tous deux partie de l'Institution nationale des droits humains, et le Bureau du Médiateur parlementaire ont conclu que le dispositif national de défense des droits humains était complexe du point de vue des simples citoyens et citoyennes et que les mandats des différents organes se chevauchaient tout en présentant des lacunes. Des améliorations restent à faire également en matière de ressources, car nombre de ces organes sont petits par rapport aux tâches qu'ils ont à accomplir et qui ne cessent d'augmenter. Délégation aux droits humains du Centre pour les droits humains, *Perus- ja ihmisoikeustilanne Suomessa. Ihmisoikeusvaltuuskunnan suositukset hallituskaudelle 2019–2023*, 2019, [bin.vhdistysavain.fi/1586428/tK46jfOu3XSk9Xrv122BOUqnUI/Perus-%20ja%20ihmisoikeustilanne%20Suomessa%20-%20Ihmisoikeusvaltuuskunnan.pdf](https://www.vhdistysavain.fi/1586428/tK46jfOu3XSk9Xrv122BOUqnUI/Perus-%20ja%20ihmisoikeustilanne%20Suomessa%20-%20Ihmisoikeusvaltuuskunnan.pdf).

Les informations obtenues par courriel auprès du Centre pour les droits humains par la section finlandaise d'Amnesty International en février 2022 pour un travail de recherche ont débouché sur les mêmes conclusions. Le rapport devrait être publié au printemps 2022.

⁵ Ministère de la Justice, *Kansallinen perus- ja ihmisoikeustoimintaohjelma 2017–2019*, 16 février 2017, <https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/handle/10024/79277>.

Une évaluation indépendante du Plan d'action a conclu que les orientations politiques influaient sur le niveau d'ambition des projets et que même si la plupart avaient été mis en œuvre, il n'était pas possible de déterminer s'ils avaient amélioré la situation des droits humains en Finlande. Pauli Rautiainen, Kaisa Sinkkilä et Anssi Keinänen, *Demokratiapoliittisen toimintaohjelman 2017–2019 sekä kansallisen perus- ja ihmisoikeustoimintaohjelman 2017–2019*

De nombreuses personnes ont critiqué le gouvernement pour avoir exclu du Plan d'action certains sujets difficiles. Voir, par exemple, le professeur Pauli Rautiainen sur le blog Perustuslakiblogi, consacré au droit constitutionnel, 6 juin 2019, <https://perustuslakiblogi.wordpress.com/2019/06/06/pauli-rautiainen-ihmisoikeuspolitiikan-rakenteet-hallitushjelmassa-kriittisia-huomioita/>.

⁶ Gouvernement finlandais, *National Action Plan on Fundamental and Human Rights 2020–2023: Developing the Monitoring of Fundamental and Human Rights*, juin 2021, <https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/handle/10024/163742>.

⁷ En décembre 2020, le ministère de la Justice a créé un réseau gouvernemental (Valtioneuvoston vaikutusarviointin osaamisverkosto 2020-2023) visant, d'une part, à aider les fonctionnaires qui préparent les projets de loi à identifier et évaluer leurs conséquences et, d'autre part, à renforcer la coopération entre les ministères dans la réalisation d'études d'impact. Ministère de la Justice, <https://oikeusministerio.fi/hanke?tunnus=OM018:00/2021>.

⁸ En mai 2021, le Comité des droits de l'homme a exprimé ses préoccupations à propos de certaines « informations indiquant que ces études ne relèveraient pas d'une démarche systématique et manqueraient d'efficacité en ce qui concerne la protection des droits de l'enfant ainsi que des droits des femmes, des demandeurs d'asile, des migrants et des Sâmes, en particulier pour ce qui est de la collecte et de l'analyse de données sur le sujet (art. 2) ». Comité des droits de l'homme, Observations finales concernant le septième rapport périodique de la Finlande, 3 mai 2021, doc. ONU CCPR/C/FIN/CO/7.

En mars 2021, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a recommandé que la Finlande procède à une évaluation des effets non seulement des projets ou propositions de loi, mais aussi des politiques sur les droits énoncés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et sur l'égalité de droits entre les hommes et les femmes. Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Observations finales concernant le septième rapport périodique de la Finlande, 30 mars 2021, doc. ONU E/C.12/FIN/CO/7.

⁹ Le Réseau gouvernemental de personnes-ressources pour les droits fondamentaux et les droits humains actuel est le troisième en son genre et a été nommé en février 2020. Ministère de la Justice, *Valtioneuvoston perus- ja ihmisoikeusverkosto 2020-2023*, OM024:00/2020, 2020, oikeusministerio.fi/hanke?tunnus=OM024:00/2020.

¹⁰ Voir, par exemple, Viljanen, Jukka; Seppä, Tarja; Järvinen, Petra et Keskilampi, Nelli, *Evaluation of the Implementation and Monitoring of the Council of Europe Human Rights Treaties*, Publications of the Government's analysis, assessment and research activities 2022:17, 28 février 2022, https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/bitstream/handle/10024/163872/VNTEAS_2022_17.pdf?sequence=1&isAllowed=y (résumé en anglais).

¹¹ Statistics Finland, *Statistics – Greenhouse gases*, tilastokeskus.fi/til/khki/2020/khki_2020_2021-12-16_tie_001_en.html (consulté le 10 février 2022).

¹² La Loi finlandaise sur le changement climatique (609/2015) est entrée en vigueur en 2015. Cette Loi établit un ensemble de plans visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à favoriser l'adaptation au changement climatique : le plan à moyen terme pour 2030, le plan climat à long terme et le plan national d'adaptation au changement climatique. Elle oblige en outre les autorités centrales à mesurer et publier l'évolution des émissions. Au cours de la réforme actuelle, un plan climat relatif à l'utilisation des terres sera ajouté à la Loi pour y inclure des objectifs de séquestration du carbone. Pour plus d'informations, voir, par exemple : ministère de l'Environnement, *The Reform of the Climate Change Act*, ym.fi/en/the-reform-of-the-climate-change-act.

¹³ Les principales directives décrivant les mesures mises en place par la Finlande pour atteindre ses objectifs de réduction des gaz à effet de serre sont le plan de politique climatique à moyen terme (secteurs relevant du Règlement sur la répartition de l'effort de l'Union européenne), la stratégie climat et énergie (secteurs relevant du Système d'échange de quotas d'émission), le plan de route vers un transport exempt de combustibles fossiles et le plan climat pour l'utilisation des terres.

¹⁴ Gouvernement finlandais, *Inclusive and competent Finland – a socially, economically and ecologically sustainable society – Programme of Prime Minister Sanna Marin's Government 2019*, 3.1 Carbon neutral Finland that protects biodiversity, valtioneuvosto.fi/en/marin/government-programme/carbon-neutral-finland-that-protects-biodiversity; Commission européenne, Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2018/842 relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030 contribuant à l'action pour le climat afin de respecter les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris, 14 juillet 2021, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=COM%3A2021%3A555%3AFIN>.

¹⁵ Ministère de l'Environnement, *Hallituksen esitys eduskunnalle ilmastolaiksi*, 2 juillet 2021, ym.fi/documents/1410903/0/HE_ilmastolaki_fi_luonnos.pdf/be397a14-18ee-d22e-658a-34b6239f8182/HE_ilmastolaki_fi_luonnos.pdf?t=1631535706537. Outre l'objectif pour 2050, le projet de loi comprend des objectifs intermédiaires : réduire les émissions de CO₂ d'au moins 60 % à l'horizon 2030 et d'au moins 80 % à l'horizon 2040.

¹⁶ Ministère de l'Environnement, *Keskipitkän aikavälin ilmastopolitiikan suunnitelma*, 8 décembre 2021, <https://www.lausuntopalvelu.fi/FI/Proposal/DownloadProposalAttachment?attachmentId=16934>; Groupe finlandais sur le changement climatique, *Ilmastotoimien riittävyyden arviointi vuosien 2030 ja 2035 tavoitteiden osalta. Suomen ilmastopaneelin julkaisuja 1/2022*, 2022, https://www.ilmastopaneeli.fi/wp-content/uploads/2022/02/VN-990-2022_ilmastotoimien-arviointi_ilmastopaneeli.pdf.

¹⁷ Paula Kivimaa, Suvi Huttunen, Anu Lähteenmäki-Uutela, Milja Heikkinen, Sirkku Juhola, Minna Kaljonen, Jukka Käyhkö, Peter Lund et Klemetti Näkkäläjärvi, *How to consider justice in climate policy? The Finnish Climate Change Panel*, Publication 5/2021, 2021, ilmastopaneeli.fi/wp-content/uploads/2021/12/Finnish-Climate-Change-Panel_how-to-consider-justice-in-climate-policy_publication-5-2021.pdf.

¹⁸ Ministère de l'Environnement, "Ilmastolain uudistus etenee – lakiehdotukseen lähes 450 lausuntoa", 17 novembre 2021, ym.fi/filmastolain-uudistus-etenee-lakiehdotukseen-lahes-450-lausuntoa.

¹⁹ Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Observations finales concernant le septième rapport périodique de la Finlande, op. cit. note 8.

²⁰ Il s'est avéré qu'entre 2016 et 2018, le revenu disponible des femmes a baissé plus souvent et dans une plus grande mesure que celui des hommes. Près de 500 000 personnes ont vu leur revenu diminuer de plus de 50 euros par an pendant cette période. Selon les estimations, 55 % de ces personnes étaient des femmes et leur revenu a baissé de 2,29 %, contre 1,88 % pour les hommes de ce même groupe. Hanna Elomäki et Hanna Ylöstalo (dir.), *Tasa-arvoa talousarvioon – talousarvion sukupuolivaikutusten arviointi ja sukupuolitiетoinen budjetointi*, Valtioneuvoston selvitys- ja tutkimustoiminnan julkaisusarja 52/2018, 4 septembre 2018, julkaisut.valtioneuvosto.fi/handle/10024/161000.

²¹ Susanna Mukkila et Paula Saikkonen, *Vuoden 2020 talousarvion vaikutukset perusturvaan*, Työpäpери 16/2020, Institut finlandais pour la santé et le bien-être, 2020, julkari.fi/bitstream/handle/10024/139548/URN_ISBN_978-952-343-487-5.pdf?sequence=1&isAllowed=y; Susanna Mukkila et Jussi Tervola, *Vuoden 2021 talousarvion vaikutukset perusturvaan*, Työpäpери 16/2021, Institut finlandais pour la santé et le bien-être, 2021, julkari.fi/bitstream/handle/10024/141155/URN_ISBN_978-952-343-643-5.pdf?sequence=1&isAllowed=y; gouvernement finlandais, *Hallituksen esitys vuoden 2022 talousarvioksi*, 27 septembre 2021, eduskunta.fi/FI/vaski/KasittelytiedotValtiopaivaasia/Sivut/HE_146+2021.aspx.

²² Amnesty International, "I Live under constant duress and in a state of emergency": *Inadequate social security in Finland* (Index AI : EUR 20/4804/2021), 31 août 2021, amnesty.org/en/documents/eur20/4804/2021/en/.

²³ *Ibid.*

²⁴ Lorsque des militant.e.s ont recours à la désobéissance civile pour bloquer des routes, les responsables de l'application des lois cherchent généralement en priorité à éviter les perturbations de la circulation routière plutôt qu'à protéger le droit à la liberté de réunion pacifique. Comité des droits de l'homme, Observation générale n° 37 (2020) sur le droit de réunion pacifique (art. 21), 17 septembre 2020, doc. ONU CCPR/C/GC/37, § 16 : « Si le comportement des participants à une réunion est pacifique, le fait que les organisateurs ou les participants n'aient pas satisfait à certaines des prescriptions du droit interne y relatives ne suffit pas à les soustraire à la protection de l'article 21. Les campagnes collectives de désobéissance civile ou d'action directe peuvent être couvertes par l'article 21, à condition qu'elles soient non violentes. »

Ibid., § 23 : « Le devoir de respecter et garantir le droit de réunion pacifique comporte à la fois pour les États, avant, pendant et après les réunions, des obligations négatives et d'autres positives. Les États ont ainsi l'obligation négative de s'abstenir de toute intervention injustifiée dans le déroulement des réunions pacifiques. Ils sont tenus, par exemple, de ne pas interdire, restreindre, bloquer, disperser ou perturber les réunions pacifiques sans raison impérieuse et de ne pas sanctionner les participants ou les organisateurs sans motif valable. »

²⁵ Des exemples de ces mesures sont exposés plus loin. Des militant.e.s et sympathisant.e.s du mouvement de lutte contre le changement climatique Elokapina ont été inculpés de fraude et de collecte de fonds pour financer des infractions, et une personne sympathisante est poursuivie pour incitation à commettre des actes illicites. National Prosecution Authority, "Syytteitä nostettu Elonvaalijat ry:tä ja Elokapina-liikettä koskevassa asiassa", 20 janvier 2022, syyttajalaitos.fi/-/syytteita-nostettu-elonvaalijat-ry-ta-ja-elokapina-liiketta-koskevassa-asiassa.

²⁶ Également appelé « gaz poivre ».

²⁷ Les médias ont largement couvert l'événement. Voir, par exemple : MTV News, "Video näyttää, miten poliisi kaasutti istuvia mielenosoittajia Helsingissä – asiantuntija arvioi poliisin voimankäyttöä: "On perusoikeus osoittaa mieltä", 4 octobre 2020, mtv uutiset.fi/artikkeli/video-nayttaa-miten-poliisi-kaasutti-istuvia-mielenosoittajia-helsingissa-asiantuntija-arvioi-poliisin-voimankayttoa-on-perusoikeus-osoittaa-mielta/7943718#gs.rbc5si; Iltalehti, "Video: Poliisi sumutti kadulla istuvia mielenosoittajia Helsingissä – sisäministeri Ohisalo saanut alustavan selvityksen voimankäytöstä", 3 octobre 2020, iltalehti.fi/kotimaa/a/bf8f6ca8-bddd-44b4-b3f0-37d88d94802d (avec vidéo).

²⁸ Le ministère public étudie les éléments de l'enquête préliminaire avant de décider d'engager ou non des poursuites pour les infractions présumées.

²⁹ Comité des droits de l'homme, Observation générale n° 37 (2020) sur le droit de réunion pacifique (art. 21), op. cit. note 24, § 86 : « Il ne devrait pas être fait usage d'une force susceptible de causer davantage qu'un préjudice négligeable contre des personnes ou des groupes qui opposent une résistance passive. »

Yle News, "Six police officers are suspected of assault or breach of duty concerning the use of OC spray", 1^{er} octobre 2021, yle.fi/news/3-12124597.

³⁰ Au titre de la loi finlandaise, les infractions dont ces personnes étaient soupçonnées et le fait que la police présumait qu'elles allaient poursuivre leur action illégale ou endommager des preuves pouvaient justifier ces arrestations. D'après des juristes qui ont commenté ces événements, les motifs permettant de soupçonner ces manifestant.e.s d'« intrusion aggravée dans un établissement public » sont cependant discutables : les militant.e.s n'ont pas tenté d'entrer dans le bâtiment ni eu recours à la violence. Yle News, "Oikeusoppinut: "Törkeä julkisrauhan rikkominen on raflaava rikosnimike" – poliisi vahvistaa pidättäneensä yhden Elokapinan mielenosoittajan", 11 octobre 2021, yle.fi/uutiset/3-12138077.

Selon le rapport de police, le nombre de personnes n'ayant pas pu assister à une réunion à cause de la manifestation reste à clarifier. On ignore si des réunions ont été perturbées et des membres du gouvernement, dont le président de la République, ont affirmé avoir accédé au bâtiment par leur itinéraire habituel. Aucune violence ni menace de violence n'a été perpétrée, ce que le Code pénal établit pourtant comme un élément constitutif essentiel du chef d'obstruction d'une réunion. MTV News, "Elokapinan mielenosoitus syyteharkintaan yli 50 ihmisen osalta – osassa epäilyistä maksimirangaistus kaksi vuotta vankeutta", 11 octobre 2021, mtv uutiset.fi/artikkeli/elokapinan-mielenosoitus-valtioneuvoston-linnan-edustalla-menee-syyteharkintaan-yli-50-ihmisen-osalta/8357078#gs.rb26t0.

³¹ Entre le 2 et le 22 octobre 2021, Amnesty International Finlande s'est entretenue avec 17 militant-e-s ayant participé au sit-in pacifique du 8 octobre 2021. Quinze d'entre eux ont été arrêtés et détenus toute une nuit ; deux ont été libérés plus tôt parce qu'ils étaient mineurs. Les militant-e-s interrogés par Amnesty International ont dit accepter le chef de résistance (pour ne pas avoir obéi aux injonctions de la police), mais ne pas reconnaître les autres charges pesant sur eux. Soupçonner quelqu'un d'avoir résisté à la police n'est juridiquement pas suffisant pour justifier une arrestation.

Seul l'un des militants interrogés par Amnesty International a déclaré qu'il avait peut-être été informé de son arrestation peu après son interpellation, au moment indiqué dans les documents officiels. Les 14 autres personnes arrêtées ont dit à Amnesty International qu'elles n'avaient pas été notifiées dans un délai raisonnable des raisons de leur interpellation, ni du fait même qu'elles étaient en état d'arrestation. La plupart l'ont appris lors de leur interrogatoire, plusieurs heures après leur interpellation. Six ont été informées de leur arrestation à travers la porte de la cellule tard dans la nuit ou tôt le lendemain matin, sans indication des motifs. Les militant-e-s interrogés ont par ailleurs signalé d'autres atteintes à leurs droits commises au cours de leur détention, notamment le fait de ne pas avoir été informés de leurs droits et le fait que ces droits n'aient pas été respectés. Par exemple, ils n'ont pas été informés correctement de leur droit à une assistance judiciaire ou de leur droit à s'entretenir en privé avec leur avocat-e. (Entretien avec le/la militant-e d'Elokapina n° 5, Helsinki, 21 octobre 2021 ; Entretien avec le/la militant-e d'Elokapina n° 2, Helsinki, 12 octobre 2021 ; Entretien avec le/la militant-e d'Elokapina n° 14, Helsinki, 12 octobre 2021.)

³² Yle News, "Police pass cases against over 50 climate activists to prosecutor", 17 février 2022, yle.fi/news/3-12321562.

³³ Pendant la manifestation, la police a déclaré sur Tweeter qu'« entraver la circulation des personnes à l'intérieur du Palais du gouvernement pouvait d'une certaine manière être considéré comme une menace de violence » [traduction non officielle]. Police d'Helsinki, publication Twitter, 8 octobre 2021, twitter.com/HelsinkiPoliisi/status/1446435878986043401.

Comité des droits de l'homme, Observation générale n° 37 (2020) sur le droit de réunion pacifique (art. 21), op. cit. note 24, § 15 : « Dans le contexte de l'article 21, la "violence" s'entend en général de l'utilisation contre autrui par les participants d'une force physique susceptible d'entraîner des blessures ou la mort, ou de causer des dommages graves aux biens. Les seuls faits de pousser et bousculer ou de perturber la circulation des véhicules ou des piétons ou les activités quotidiennes ne constituent pas de la "violence". »

³⁴ Le Conseil national de la police (Poliisihallitus) a examiné cette opération de police pour contrôler en interne le respect des garanties de légalité. À sa demande, la police d'Helsinki a rédigé un rapport dans lequel elle admet en partie avoir commis une erreur de communication concernant la manifestation et l'évaluation de la menace à la sécurité. Gouvernement finlandais, "National Police Board to look into police operations in dealing with the demonstration held on 8 October outside of the Government Palace", 11 octobre 2021, valtioneuvosto.fi/en/-/25235045/national-police-board-to-look-into-police-operations-in-dealing-with-the-demonstration-held-on-8-october-outside-of-the-government-palace ; Police d'Helsinki, 19 novembre 2021, *Poliisihallituksen selvitys- ja lausuntopyyntö 11.10.2021*, POL-2021-130362 – Helsingin poliisilaitoksen selvitys ja lausunto, poliisi.fi/documents/25235045/49245886/Helsingin+poliisilaitoksen+selvitys+ja+lausunto.pdf/5682e1ab-1705-ffca-b135-6b17bc8f432c?t=1637331471903.

³⁵ Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, *Violence against women – an EU wide survey*, 5 mars 2014, fra.europa.eu/en/publication/2014/violence-against-women-eu-wide-survey-main-results-report.

³⁶ Des données statistiques de 2020 indiquent que les signalements à la police de violences présumément commises par un partenaire intime ont augmenté de 6 % par rapport à 2019, tandis que les violences perpétrées par d'anciens partenaires ont baissé de 34 %. En 2021, le nombre de cas de violence sexuelle a considérablement augmenté : 1 806 viols ont été signalés, soit 356 (24,6 %) de plus qu'en 2020. On a recensé 1 415 autres infractions sexuelles, dont 726 cas de harcèlement, soit 171 (30,8 %) de plus qu'en 2020. Dernières données statistiques disponibles de Statistics Finland : Statistics – Statistics on offences and coercive measures, tilastokeskus.fi/til/rpk/2021/04/rpk_2021_04_2022-01-19_tie_001_en.html (consulté le 21 mars 2022).

³⁷ Cette information est tirée des résultats préliminaires d'une étude menée par l'Institut finlandais pour la santé et le bien-être. Cette étude porte sur les conséquences de l'épidémie de COVID-19 sur la violence au foyer et sur l'utilisation des services en la matière. Les résultats préliminaires ont été présentés le 25 novembre 2021 par la chercheuse Johanna Hietamäki lors d'un séminaire organisé par l'Observatoire national des violences faites aux femmes. Aucun document écrit n'a encore été publié. Pour en savoir plus sur ce projet : Institut finlandais pour la santé et le bien-être, *Impacts of the coronavirus epidemic on experiences of domestic violence and the use of services (KOVÁ) 2020-2023*, 16 mars 2021, thl.fi/en/web/thlfi-en/research-and-development/research-and-projects/impacts-of-the-coronavirus-epidemic-on-experiences-of-domestic-violence-and-the-use-of-services-kova-.

³⁸ Une étude publiée en 2020 par le ministère des Affaires sociales et de la Santé a mis en lumière un manque de structures et d'actions de prévention pour lutter contre les violences liées au genre dans les municipalités finlandaises. Cette enquête examinait les structures actuelles de travail sur la violence entre partenaires intimes dans les municipalités et les associations de municipalités. Suvi Nipuli, *Lähisuhdeväkivaltaan puuttumisen ja ehkäisyn prosessit : Lähisuhdeväkivaltatyön hyvät käytännöt rakenteisiin, Raportteja ja muistiota 2019:55*, 21 janvier 2020, <https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/handle/10024/162012>.

La section finlandaise d'Amnesty International est parvenue à des conclusions similaires en 2017 : Section finlandaise d'Amnesty International et Satu Lidman, *Kuka ottaa vastuun? Naisiin kohdistuva väkivalta ja ihmisoikeusveloitteiden toteutuminen*, 2017, frantic.s3.amazonaws.com/amnesty-fi/2017/01/Amnestyn-kuntaselvitys-naisiin-kohdistuvasta-v%C3%A4kivallasta.pdf. Selon les recherches complémentaires menées par cette section en 2021, des responsables politiques locaux et des ONG ont demandé qu'une loi claire soit adoptée, qui obligerait les conseils locaux et régionaux à mettre

sur pied des actions de prévention. Section finlandaise d'Amnesty International et Satu Lidman, *Onko reitti selvä? Naisiin kohdistuva väkivalta ja ihmisoikeusvelvoitteiden toteutuminen kunnissa*, 2021, [amnesty.fi/uploads/2021/05/amnestyn-seurantatutkimus-tiivistelma-2021.pdf](https://www.amnesty.fi/uploads/2021/05/amnestyn-seurantatutkimus-tiivistelma-2021.pdf). C'était d'ailleurs l'une des recommandations de l'étude publiée par le ministère des Affaires sociales et de la Santé. Les autorités de l'Institut finlandais pour la santé et le bien-être ont réclamé l'adoption d'une loi qui définirait explicitement les structures nécessaires pour prévenir efficacement les violences liées au genre. Voir, par exemple, un article d'une spécialiste de l'Institut pour la santé et le bien-être : Maritta October, "Kuntien väkivallan vastaisen työn rakenteista tarvitaan laki", 12 février 2021, [blogi.thl.fi/kuntien-vaikivallan-vastaisen-tyon-rakenteista-tarvitaan-laki/](https://www.blogi.thl.fi/kuntien-vaikivallan-vastaisen-tyon-rakenteista-tarvitaan-laki/).

³⁹ L'enseignant vacataire Satu Lidman a mené une étude en 2016 pour la section finlandaise d'Amnesty International sur les actions politiques de prévention et les services destinés aux victimes de violences liées au genre dans les municipalités finlandaises. Les principales conclusions ont démontré que ni les services sociaux et de santé municipaux ni les services offerts par les ONG locales n'identifiaient les besoins particuliers des femmes et des filles marginalisées ou appartenant à des minorités, en particulier des sans-papiers, des demandeuses d'asile, des réfugiées, des non-finnophones, des personnes transgenres et des femmes âgées ou en situation de handicap. Il n'existe donc aucun programme visant à répondre à leurs besoins. Résumé de l'étude : Section finlandaise d'Amnesty International et Satu Lidman, *Kuka ottaa vastuun? Naisiin kohdistuva väkivalta ja ihmisoikeusvelvoitteiden toteutuminen*, 2017, [frantic.s3.amazonaws.com/amnesty-fi/2017/02/Vuoden-2016-kuntaselvityksen-tiivistelm%C3%A4-ja-johtop%C3%A4%C3%A4t%C3%B6kset.pdf](https://www.frantic.s3.amazonaws.com/amnesty-fi/2017/02/Vuoden-2016-kuntaselvityksen-tiivistelm%C3%A4-ja-johtop%C3%A4%C3%A4t%C3%B6kset.pdf).

⁴⁰ En avril 2019, le chancelier adjoint de la justice a reçu une plainte de la Fédération des refuges et foyers pour mères et enfants. Elle concernait un cas de violences perpétrées par un partenaire intime que la police avait décidé de ne pas constater comme une infraction parce qu'elle avait souvent été appelée sur les lieux et parce que la victime et l'agresseur étaient tous deux en état d'ivresse à son arrivée. La victime s'est réfugiée dans un hébergement d'urgence et a raconté aux assistantes sociales ce qui s'était passé. Le chancelier adjoint de la justice a conclu que la police devait constater toutes les violences présumément commises par un partenaire intime et les violences au foyer, enquêter consciencieusement sur ces affaires et informer les victimes des services d'aide existants. La conclusion du chancelier adjoint précisait que ces responsabilités qui incombent à la police étaient fondées sur les traités internationaux relatifs aux droits humains, sur le droit de l'UE et sur la législation nationale. Chancelier adjoint de la justice, *Poliisin menettely parisuhdeväkivaltatilanteessa*, OKV/1325/1/2018, 12 avril 2019, [okv.fi/media/filer_public/85/e3/85e3b9d3-7e89-43ef-9d27-f75478da9e9d/okv_1325_1_2018.pdf](https://www.okv.fi/media/filer_public/85/e3/85e3b9d3-7e89-43ef-9d27-f75478da9e9d/okv_1325_1_2018.pdf).

Cette même année, le chancelier adjoint de la justice a examiné les directives de la police concernant les cas de violences au foyer et de violences présumément commises par un partenaire intime. Il a souligné dans son rapport que la médiation ne doit pas être un moyen d'éviter une procédure pénale et que les autorités finlandaises devaient veiller à ce que l'ensemble du personnel d'application des lois sache que la médiation est interdite en cas de violences répétées. Chancelier adjoint de la justice, "Parisuhdeväkivallan erityispiirteet jäävät vähälle huomiolle Poliisihallituksen ohjeissa - apulaisoikeuskansleri kehottaa parantamaan ohjeistusta", 28 novembre 2019, [okv.fi/tiedotteet-ja-puheenvuorot/526/parisuhdevakivallan-erityispiirteet-jaavat-vahalle-huomiolle-poliisihallituksen-ohjeissa-apulaisoikeuskansleri-kehottaa-parantamaan-ohjeistusta](https://www.okv.fi/tiedotteet-ja-puheenvuorot/526/parisuhdevakivallan-erityispiirteet-jaavat-vahalle-huomiolle-poliisihallituksen-ohjeissa-apulaisoikeuskansleri-kehottaa-parantamaan-ohjeistusta).

Le 16 janvier 2022, un article du Helsingin Sanomat a révélé cinq affaires qui n'avaient pas fait l'objet d'une enquête en bonne et due forme, voire d'aucune enquête, par la police et qui concernaient des violences sexuelles ou des violences commises par un partenaire intime contre des femmes ou des filles. Le chancelier adjoint de la justice a lancé une enquête à ce sujet à la suite de cet article. Helsingin Sanomat, "Aiheetonta viivytystä", 16 janvier 2022, [dynamic.hs.fi/a/2022/tutkinta](https://www.dynamic.hs.fi/a/2022/tutkinta).

Le 22 janvier 2022, le Helsingin Sanomat a publié l'histoire d'une femme victime de violences commises pendant des années par son conjoint. Après son divorce, une ordonnance de protection n'a pas empêché son ex-mari de lui envoyer de nombreuses menaces de mort, ce que le tribunal n'a pas considéré comme un risque pour sa vie. Malgré les violences perpétrées par l'homme et sa toxicomanie, les enfants de cet ancien couple sont autorisés à vivre avec lui. Helsingin Sanomat, "Uhkailijaisä voitti oikeudessa", 22 janvier 2022, [hs.fi/kotimaa/art-200008528596.html](https://www.hs.fi/kotimaa/art-200008528596.html).

Le 13 février 2022, un autre article a été publié, dans lequel une représentante d'ONG expliquait qu'une victime de crime d'honneur avait demandé de l'aide aux autorités à plusieurs reprises, notamment à la police. La victime avait porté plainte pour violences, mais cela n'avait pas donné lieu à des poursuites ni fait l'objet d'une enquête poussée. Helsingin Sanomat, "Naisrauhan turvaaja", 13 février 2022, [hs.fi/sunnuntai/art-200008567452.html](https://www.hs.fi/sunnuntai/art-200008567452.html).

Le Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO) a exhorté les autorités finlandaises à instaurer une formation initiale et continue systématique et obligatoire sur toutes les formes de violence visées par la Convention d'Istanbul adressée à l'ensemble des fonctionnaires de police et des procureur-e-s. Il les a vivement encouragés à veiller aussi à la formation de toutes les personnes travaillant auprès de femmes ou d'enfants victimes de violence, pour qu'elles connaissent les caractéristiques et besoins particuliers des différents groupes « vulnérables », et de faire reposer cette formation sur des lignes directrices et des protocoles clairs, qui fixent les normes que les professionnel-le-s sont censés respecter dans leurs domaines respectifs. Le GREVIO a en outre encouragé les autorités finlandaises à élaborer et diffuser largement des lignes directrices concernant la prise en charge des différentes formes de violence visées par la Convention d'Istanbul et tenant compte des caractéristiques de chacune d'elles, de leur interconnexion et des facteurs de risque de revictimisation, ainsi que de la façon dont la violence peut affecter la capacité et la volonté de personnes issues de divers milieux de signaler la violence à la police ou à d'autres autorités publiques. Ces recommandations ont été publiées dans le rapport d'évaluation de 2019 : GREVIO, Rapport d'évaluation (de référence) du GREVIO – Finlande, 2019, <https://rm.coe.int/rapport-du-grevio-sur-la-finlande/1680983f5b>.

⁴¹ Institut finlandais pour la santé et le bien-être, *Mediation of domestic violence crimes* (résumé en anglais), Working paper 2/2019, 2019, [julkari.fi/bitstream/handle/10024/137475/URN_ISBN_978-952-343-269-7.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://www.julkari.fi/bitstream/handle/10024/137475/URN_ISBN_978-952-343-269-7.pdf?sequence=1&isAllowed=y).

Dans son rapport d'évaluation, le GREVIO a vivement encouragé les autorités finlandaises à instaurer des orientations et des protocoles clairs sur la médiation dans les affaires de violence domestique, en vue de faire en sorte :

- que tous les membres des forces de l'ordre et du ministère public soient bien conscients du fait que la médiation est interdite dans les cas de réitération de la violence ;
- que toutes les propositions de médiation soient acceptées de manière totalement volontaire ;
- qu'une proposition de médiation n'ait pas pour effet d'interrompre l'enquête judiciaire et les poursuites dans les affaires de violence à l'égard des femmes.

De plus, le GREVIO a vivement encouragé les autorités finlandaises à reconsidérer le pouvoir de la police de proposer une médiation en tant que mesure de justice pénale dans les affaires de violence domestique, car le fait de détenir ce pouvoir risque de compromettre l'efficacité des enquêtes judiciaires. GREVIO, Rapport d'évaluation (de référence) du GREVIO – Finlande, op. cit. note 40.

⁴² Hallituksen esitys eduskunnalle seksuaalirikoksia koskevaksi lainsäädännöksi HE13/2022, 17 février 2022, valtioneuvosto.fi/paatokset/paatos?decisionId=0900908f8078d3e6. Voir également Yle News, "'Historic' reform: Tougher laws against sexual assault and harassment to take effect in 2023", 17 février 2022, yle.fi/news/3-12322971.

⁴³ Dans ce projet de loi, lorsqu'une personne profite de sa situation d'autorité avec « fermeté » ou de « manière grave » (en finnois : *vakava valta-aseman hyväksikäyttö*), l'acte est qualifié de viol. Mais si le suspect utilise son pouvoir d'une autre manière, moins grave, on considère qu'il s'agit d'une atteinte sexuelle. Toujours dans ce projet, la notion d'atteinte sexuelle s'applique aux cas où l'auteur des faits abuse de son autorité sur une personne hospitalisée, vivant dans une institution ou incapable d'accorder ou d'exprimer son consentement pour une relation sexuelle ou tout autre acte sexuel allant à l'encontre de son autonomie sexuelle. Cette formulation est en contradiction avec le principe de consentement libre, qui figure dans d'autres dispositions, dont celle relative au viol. En outre, elle ne respecte pas les obligations issues de l'article 36 de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) et passe outre la recommandation générale n° 35 sur la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre, portant actualisation de la recommandation générale n° 19 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (14 juillet 2017, doc ONU CEDAW/C/GC/35). Ce projet de loi fait également abstraction de l'article 46 de la Convention d'Istanbul, qui impose que les lois nationales identifient les circonstances aggravantes suivantes (entre autres) : l'infraction a été commise par une personne ayant abusé de son autorité, à l'encontre d'un ancien ou actuel conjoint ou partenaire, par un membre de la famille ou une personne cohabitant avec la victime, ou à l'encontre d'une personne rendue vulnérable du fait de circonstances particulières.

⁴⁴ Parmi les Finlandais-e-s ayant répondu à l'enquête EU-LGBTI II, un sondage de l'Union européenne sur les lesbiennes, les gays et les personnes bisexuelles, transgenres ou intersexes (LGBTI), 46 % des personnes trans et 70 % des personnes intersexes estimaient avoir fait l'objet de discriminations au cours des 12 derniers mois parce qu'elles étaient LGBTI. Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, LGBTI Survey Data Explorer, 2022, fra.europa.eu/en/data-and-maps/2020/lgbti-survey-data-explorer?locale=EN&dataSource=LGBTI&media=png&width=740&topic=2.+Discrimination&question=DEXover_discr&subset=AllSubset&country=FI&superSubset=05--Trans-people&plot=inCountry&M2V=inCountry. Selon une enquête nationale sur la santé à l'école réalisée en 2019, 27 % des jeunes appartenant à une minorité de genre avaient reçu des menaces physiques au cours de 12 derniers mois. Pour les personnes s'identifiant comme cisgenres, le taux était de 14 %.

Satu Jokela, Pauliina Luopa, Anni Hyvärinen, Tupu Ruuska, Tuija Martelin et Reija Klemetti, *Sukupuoli- ja seksuaalivähemmistöihin kuuluvien nuorten hyvinvointi – Kouluterveyskyselyn tuloksia 2019*, Työpäperi 38/2020, Institut finlandais pour la santé et le bien-être, 2020, julkari.fi/bitstream/handle/10024/140742/URN_ISBN_978-952-343-580-3.pdf?sequence=1&isAllowed=y, p. 24.

En mai 2021, le Comité des droits de l'homme a recommandé à la Finlande de s'employer plus énergiquement à éliminer toutes les formes de discrimination et de violence ainsi que la stigmatisation sociale qui s'exercent à l'égard de certaines personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Comité des droits de l'homme, Observations finales concernant le septième rapport périodique de la Finlande, op. cit. note 8, § 21(a). En mars 2021, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a constaté avec préoccupation les résultats de l'enquête sur la santé à l'école, qui mettaient en évidence les mauvais résultats scolaires et les brimades à l'école que connaissaient les élèves LGBTI. Le comité a en outre recommandé à la Finlande de permettre un soutien social et de veiller à ce que les agences de logement et de location ne se livrent pas à des pratiques discriminatoires à l'égard de groupes tels que les personnes LGBTI. Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Observations finales concernant le septième rapport périodique de la Finlande, op. cit. note 8, § 39 (b) et 46.

⁴⁵ Outi Lepola, *Tensions all the time – Multiple discrimination as experienced by people belonging to sexual and gender minorities* (résumé en anglais), Ministère de la Justice, 19 décembre 2018, julkaisut.valtioneuvosto.fi/handle/10024/161239.

⁴⁶ En septembre 2019, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) a recommandé, à titre prioritaire et conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, de modifier la loi sur la reconnaissance juridique du genre des personnes transsexuelles afin de supprimer l'exigence d'infertilité ou de stérilisation imposée aux personnes qui souhaitent obtenir la reconnaissance juridique d'un genre différent de celui qui leur a été attribué à l'origine. Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, Rapport de l'ECRI sur la Finlande (cinquième cycle de monitoring), 18 juin 2019, <https://rm.coe.int/cinquieme-rapport-sur-la-finlande/1680972fa9>, § 101.

En mai 2021, le Comité des droits de l'homme s'est dit préoccupé par la longueur de la procédure de reconnaissance juridique du genre et par les prérequis imposés, à savoir être stérilisé et avoir fait l'objet d'un diagnostic de « transsexualisme », lequel est défini comme un trouble mental. Il s'est en outre inquiété du fait que les enfants transgenres suffisamment matures pour donner leur consentement en toute connaissance de cause pourraient ne pas avoir accès à la procédure de reconnaissance juridique du genre. Le Comité des droits de l'homme a recommandé à la Finlande d'adopter des mesures législatives et autres pour mettre en place une procédure administrative simple, facile d'accès et respectueuse des dispositions du Pacte aux fins du changement de sexe sur les actes d'état civil. Comité des droits de l'homme, Observations finales concernant le septième rapport périodique de la Finlande, op. cit. note 8, § 20 et 21(b).

⁴⁷ Finland, Laki transseksuaalin sukupuolen vahvistamisesta 563/2002, 2002, finlex.fi/fi/laki/ajantasa/2002/20020563.

⁴⁸ Le gouvernement s'est engagé à adopter une loi sur la reconnaissance juridique de l'identité de genre respectant le droit à l'autodétermination. Selon le programme du gouvernement, l'exigence d'infertilité sera supprimée de la loi, et les traitements médicaux seront dissociés du changement de genre sur les actes d'état civil. Le genre reconnu juridiquement pourra être modifié sur demande par une personne adulte faisant un récit bien argumenté de son impression d'avoir toujours fait partie de l'autre genre. Une période de réflexion sera instaurée pour les personnes souhaitant changer de genre.

Gouvernement finlandais, *Inclusive and competent Finland – a socially, economically and ecologically sustainable society – Programme of Prime Minister Sanna Marin’s Government 2019*, 3.3.1. *Strengthening the rule of law*, valtioneuvosto.fi/en/marin/government-programme/strengthening-the-rule-of-law. D’après le rapport final du groupe de travail désigné par le ministère des Affaires sociales et de la Santé pour la période allant du 1^{er} mai 2019 au 31 janvier 2020, le programme du gouvernement ne prend pas en compte la totalité des difficultés liées aux droits des mineur-e-s et à leur situation. Ministère des Affaires sociales et de la Santé, *Vaihtoehtoiset sääntelymallit sukupuoli-vähemmistöjen oikeudellisen aseman järjestämiseksi*, 2020, api.hankeikkuna.fi/asiakirjat/3e8dd589-9843-4fb7-bef9-bdae9e5746be/d48353e1-bab9-4404-8066-b0c5a6bf82e6/RAPORTTI_20200207144129.pdf, p. 37-40 et 49. En mai 2021, le ministère a nommé un nouveau groupe de travail pour préparer des projets de loi en vue de garantir les droits des minorités de genre conformément au programme du gouvernement. Ministère des Affaires sociales et de la Santé, *Translainsäädännön uudistamisen työryhmä*, STM021:00/2021, 2021, <https://stm.fi/hanke? tunnus=STM021:00/2021>. En novembre 2011, le Parlement a commencé à examiner une initiative citoyenne visant à réformer le droit relatif à la reconnaissance du genre en se basant sur le principe d’autodétermination et en incluant les mineur-e-s. Parlement finlandais, *Oikeus olla - kansalaisaloite oikeudenmukaisemman translain puolesta KAA 6/2021 vp*, 2021, eduskunta.fi/FI/vaski/Kasittelytiedot/Valtiopaivaasia/Sivut/KAA_6+2021.aspx.

⁴⁹ La médiatrice parlementaire adjointe a pris plusieurs décisions non contraignantes concernant des violations du droit national et du droit constitutionnel à bénéficier de services de santé adaptés dans des cas où l’accès à une évaluation médicale pour un traitement de réattribution sexuelle avait été retardé de plus de trois mois. La médiatrice a déclaré que le manque de moyens et les problèmes d’organisation ne pouvaient pas justifier une telle attente. Médiatrice parlementaire adjointe, *HYKS:n sukupuoli-identiteetin tutkimuspoliklinikan menettely*, EOAK/2842/2017, 24 octobre 2018, oikeusasiamies.fi/rfi/raatkaisut/-/eoar/2842/2017 ; id., EOAK/501/2019 ; id., *Sukupuoli-identiteetin tutkimuksen resurssit*, EOAK/8482/2020, 2 décembre 2021, oikeusasiamies.fi/rfi/raatkaisut/-/eoar/8482/2020; id., *Hoitoon pääsy sukupuoli-identiteetin tutkimuspoliklinikalle*, EOAK/2119/2020, 3 mai 2021, oikeusasiamies.fi/rfi/raatkaisut/-/eoar/2119/2020.

En septembre 2019, l’ECRI a constaté d’importants délais d’attente pour l’accès aux services de santé qui interviennent dans la procédure de conversion sexuelle en Finlande. L’ECRI a recommandé aux autorités finlandaises de créer un troisième centre de prestation de soins de santé pour les personnes qui souhaitent suivre un traitement de conversion sexuelle de manière à éviter les longs délais qui existent actuellement. Elle a également demandé aux autorités d’envisager une prise en charge du coût des procédures de conversion sexuelle réalisées à l’étranger jusqu’à ce que ce troisième centre soit pleinement opérationnel. Commission européenne contre le racisme et l’intolérance, Rapport de l’ECRI sur la Finlande (cinquième cycle de monitoring), op. cit. note 46, § 102-103.

⁵⁰ Ces recommandations se basent sur la 10^e édition de la Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (CIM-10) de l’Organisation mondiale de la santé (OMS), aujourd’hui obsolète, qui classifiait les identités transgenres et non binaires comme des « troubles de la personnalité ou du comportement ». Elles entravent l’accès aux services de spécialistes, car elles exigent que la « dysphorie de genre » soit importante et dure depuis longtemps et qu’un soutien psychologique soit en cours dans un établissement de santé de proximité avant d’autoriser l’accès à des services spécialisés. Un traitement ne peut débuter que lorsque la « dysphorie de genre » dure depuis au moins deux ans. Les ONG défendant les droits des personnes trans se sont en outre inquiétées de ce que les établissements de santé de proximité ne disposent pas de l’expertise nécessaire pour apporter un soutien psychologique adapté. Conformément à la recommandation concernant la « dysphorie de genre associée à une identité de genre non binaire », certains types de traitements disponibles pour les personnes transgenres ne le sont pas pour les personnes diagnostiquées comme non binaires sur la base de la CIM-10. Amnesty International, *Finland: Submission to the UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights: 68th Session, 8 – 9 October 2020* (Index AI : EUR 20/2939/2020), 22 septembre 2020, <https://www.amnesty.org/en/documents/eur20/2939/2020/en/>. La 11^e version de la classification internationale des maladies de l’OMS (CIM-11), approuvée en mai 2019, ne considère plus les identités transgenres comme des pathologies et remplace les anciens diagnostics par une nouvelle catégorie, l’incongruence de genre, désormais classée dans les affections liées à la santé sexuelle. Selon l’OMS, l’introduction de l’incongruence de genre dans la CIM devrait permettre aux personnes transgenres d’accéder à des traitements de réattribution sexuelle. OMS, WHO/Europe brief – transgender health in the context of ICD-11, euro.who.int/en/health-topics/health-determinants/gender/gender-definitions/who-europe-brief-transgender-health-in-the-context-of-icd-11 (consulté le 22 mars 2022).

⁵¹ Selon un rapport publié en 2016 par le Conseil consultatif national d’éthique dans les domaines de la protection sociale et des soins médicaux (ETENE), les pratiques liées aux traitements chirurgicaux esthétiques varient entre les différents centres hospitaliers universitaires. Tuula Wahlman-Calderara et Ritva Halila, *Intersukupuolisuus. Taustaraportti ETENE:n kannanottoon*, 2016, etene.fi/documents/1429646/2056382/IS-raportti20160331.pdf/58bf2412-48a9-4521-b5ae-81a3ee3bc07b/IS-raportti20160331.pdf. L’ETENE a recommandé à la Finlande de renforcer les droits des enfants à l’autodétermination dans les domaines importants pour leur identité. Cette recommandation repose sur le principe qu’aucune mesure modifiant les caractéristiques externes de genre ne doit être prise tant que l’enfant n’est pas en capacité de définir son propre genre et de se former une opinion sur sa sexualité. ETENE, *Care and treatment of intersex children*, 22 mars 2016, etene.fi/documents/66861912/66865202/2016+POSITION+STATEMENT+intersex.pdf/77dc4b30-2a6d-4811-aa99-c30032f400b0/2016+POSITION+STATEMENT+intersex.pdf?t=1464333216000. Ces opérations sont souvent réalisées pour des motifs sociaux plutôt que pour des raisons médicales. Lorsqu’elles sont pratiquées sans consentement éclairé ni informations adaptées, ces opérations bafouent le droit à l’intégrité physique et peuvent avoir des conséquences durables sur le droit à la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation, notamment parce qu’elles peuvent gravement compromettre la fertilité. Amnesty International, *Finland: Submission to the UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights: 68th Session, 8 – 9 October 2020*, op. cit. note 50. Dans un rapport publié en 2019, le ministère de la Justice et le ministère des Affaires étrangères ont cité des personnes intersexes qui sentaient qu’elles n’avaient pas eu suffisamment d’informations ni de choix concernant ces interventions médicales. Certaines personnes avaient été soumises à un traitement médical sans leur consentement. Ces interventions ont eu des conséquences négatives : douleurs physiques et problèmes de santé mentale (automutilation, marginalisation et honte). Douze des personnes interrogées dans le cadre de ce rapport qui avaient subi des actes chirurgicaux contre leur gré dans leur enfance dans le but de modifier leurs caractéristiques sexuelles décrivaient cette expérience comme une violence ou une atteinte sexuelle. Tikli Oikarinen, *Ei tietoa eikä vaihtoehtoja: Selvitys intersukupuolisten ihmisten oikeuksista ja kokemuksista, Oikeusministeriön julkaisuja, Selvityksiä ja ohjeita 2019:3*, 28 février 2019, julkaisut.valtioneuvosto.fi/handle/10024/161410. En mai 2021, le Comité des droits de l’homme a recommandé à la Finlande de prévenir efficacement la réalisation d’interventions médicales irréversibles sur des enfants intersexes qui ne sont pas encore capables de donner leur plein consentement librement et en toute connaissance de cause, sauf lorsque de telles procédures sont absolument nécessaires d’un point de vue médical. Comité des droits de l’homme, Observations finales concernant le septième rapport périodique de la Finlande, op. cit. note 8, § 21(c).

⁵² Le programme du gouvernement prévoit de renforcer le droit à l'autodétermination des enfants intersexes et de ne plus soumettre les jeunes enfants à des opérations chirurgicales de leurs organes génitaux pour des raisons esthétiques et non médicales. Gouvernement finlandais, *Inclusive and competent Finland – a socially, economically and ecologically sustainable society – Programme of Prime Minister Sanna Marin's Government 2019*, 3.3.1. *Strengthening the rule of law*, op. cit. note 48. D'après le rapport final du groupe de travail désigné par le ministère des Affaires sociales et de la Santé pour la période allant du 1^{er} mai 2019 au 31 janvier 2020, l'amélioration de la situation des enfants intersexes requiert des mesures particulières : coordination par le ministère, renforcement de l'encadrement des traitements et organisation de formations pour certaines professions. Ministère des Affaires sociales et de la santé, *Vaihtoehdot sääntelymallit sukupuolivähemmistöjen oikeudellisen aseman järjestämiseksi*, op. cit. note 48, p. 42-44 et 49. Le groupe de travail nommé par le ministère des Affaires sociales et de la Santé en mai 2021 a été chargé de faire des propositions visant à renforcer les droits des enfants intersexes à l'autodétermination. Ministère des Affaires sociales et de la Santé, *Translainsäädännön uudistamisen työryhmä*, STM021:00/2021, op. cit. note 48.

⁵³ En août 2021, une réforme du droit est entrée en vigueur. Elle abolissait certaines restrictions telles que l'accès limité à une assistance judiciaire et le raccourcissement des délais pour présenter un recours. Avant cette réforme, seules les personnes les plus à risque, telles que les mineur-e-s non accompagnés demandeurs d'asile, avaient droit à une assistance judiciaire gratuite en première instance. Depuis cette réforme, l'assistance judiciaire est de nouveau gratuite pour l'ensemble des demandeurs et demandeuses d'asile, y compris en première instance. Par ailleurs, avant la réforme, les délais de recours dans les affaires de demande d'asile étaient de 21 jours devant le tribunal administratif et de 14 jours devant la Cour administrative suprême, contre 30 jours devant les deux tribunaux pour tous les autres recours. La réforme a harmonisé ces délais en les établissant tous à 30 jours devant ces deux instances.

⁵⁴ Avant 2016, les demandeurs et demandeuses d'asile pouvaient choisir leur propre avocat-e dans toutes les instances. Actuellement, en première instance, les demandeur-euses d'asile ne peuvent demander une assistance judiciaire qu'auprès des bureaux publics d'assistance judiciaire, qui déterminent alors si la personne sera assistée d'un-e avocat-e désigné ou pourra solliciter les services d'un-e autre avocat-e. Les bureaux publics d'assistance judiciaire ne disposent pas toujours d'avocat-e-s maîtrisant le droit d'asile ni d'informations sur le pays d'origine de la personne concernée et changer d'avocat-e par la suite peut ébranler la confiance que les demandeurs et demandeuses d'asile peuvent accorder à la procédure et au service d'assistance judiciaire.

⁵⁵ La détention des jeunes de 15 à 17 ans non accompagnés n'est légalement autorisée que pour une période de 72 heures, prolongeable de 72 heures supplémentaires. Gouvernement finlandais, Aliens Act 301/2004, 2004, finlex.fi/en/laki/kaannokset/2004/en20040301.pdf, article 122.

⁵⁶ Selon les chiffres fournis à Amnesty International et les informations rassemblées lors d'une visite au centre de détention de Joutseno effectuée par une autre ONG en mars 2022, les familles détenues dans ce centre y passent en moyenne 16,6 jours. La période la plus longue de détention d'une famille dans ce centre en 2018 a été de 48 jours. En février 2022, le centre de détention de Joutseno a déclaré à Amnesty International que la période de détention la plus longue avait été de 50 jours en 2021 et de trois jours en 2020. La majorité des familles n'y passent cependant pas plus de cinq jours.

⁵⁷ Les modifications des conditions requises pour obtenir le regroupement familial entrées en vigueur en 2016 sont consultables ici : Finlande, Ulkomaalaislaki 301/2004 (Aliens Act), 2004, finlex.fi/fi/laki/ajantasa/2004/20040301. Avant ces modifications, l'exigence d'un revenu stable pour la personne demandant le regroupement s'appliquait à tous les étrangers, sauf à ceux et celles qui bénéficiaient d'une protection internationale.

⁵⁸ Centre finlandais de conseil aux réfugiés et HCR, *Family Reunification Practices in Finland - A report by the Finnish Refugee Advice Centre*, 15 mars 2021, pakolaisneuvonta.fi/wp-content/uploads/Family-Reunification-Practices-in-Finland_Report_FRAC.pdf. Selon un rapport de la défenseure des droits en charge de la lutte contre la discrimination, les droits de l'enfant ne sont pas respectés dans les décisions relatives au regroupement familial. Défenseure des droits en charge de la lutte contre la discrimination, *Children without families, family reunification of under-age beneficiaries of international protection*, 2 mars 2020, [syrjinta.fi/documents/25249352/0/Children+without+families+%E2%80%93+family+reunification+of+under-age+beneficiaries+of+international+protection+\(PDF\).pdf/2ecb870c-69e9-378b-9312-4b63d07b21d9/Children+without+families+%E2%80%93+family+reunification+of+under-age+beneficiaries+of+international+protection+\(PDF\).pdf?t=1612968552586](https://syrjinta.fi/documents/25249352/0/Children+without+families+%E2%80%93+family+reunification+of+under-age+beneficiaries+of+international+protection+(PDF).pdf/2ecb870c-69e9-378b-9312-4b63d07b21d9/Children+without+families+%E2%80%93+family+reunification+of+under-age+beneficiaries+of+international+protection+(PDF).pdf?t=1612968552586).

Dans son programme de 2019, le gouvernement s'est engagé à abroger la disposition exigeant aux mineur-e-s non accompagnés bénéficiaires d'une protection internationale d'avoir un revenu stable pour obtenir le regroupement familial. Le rapport de la défenseure des droits en charge de la lutte contre la discrimination révèle cependant que les demandes de regroupement familial sont rejetées pour de nombreux motifs, en particulier lorsque la personne qui fait cette demande est mineure. L'abrogation de cette disposition ne sera donc pas suffisante pour garantir le droit des enfants à ne pas être séparés de leur famille et elle ne prend pas en compte le droit des adultes au regroupement familial.

⁵⁹ Cela est en partie dû à une mauvaise formulation de la loi : l'article 6 de la Loi relative aux étrangers dispose qu'une « attention particulière doit être apportée à l'intérêt supérieur de l'enfant ». Cette formulation est sensiblement différente de celle de l'article 3 de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui dispose que « l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale ». Les autorités, les parlementaires et les tribunaux invoquent souvent l'article 6 de la Loi relative aux étrangers, alors que l'article 3 de la Convention relative aux droits de l'enfant devrait prévaloir. Les autres lois concernant les enfants s'alignent sur la formulation de la Convention, ce qui montre que les enfants concernés par des procédures liées à l'immigration sont moins protégés par la loi. La défenseure des droits en charge de la lutte contre la discrimination a également signalé que l'intérêt supérieur de l'enfant n'était pas la considération primordiale dans les décisions concernant les mineur-e-s migrants. Défenseure des droits en charge de la lutte contre la discrimination, *Children without families, family reunification of under-age beneficiaries of international protection*, op. cit. note 58.

Le rapport des analyses, évaluations et recherches du gouvernement réalisées en 2015-2019 sur les effets des réformes de la Loi relative aux étrangers a révélé que la notion d'intérêt supérieur de l'enfant était souvent utilisée de manière vague et que les principes de la Convention relative aux droits de l'enfant n'étaient pas toujours évalués dans les décisions des services d'immigration et des tribunaux. Elina Pirjatanniemi, Inka Lilja, Maija Helminen, Kristiina Vainio, Outi Lepola et Anne Alvesalo-Kuusi, *Ulkomaalaislain ja sen soveltamiskäytännön muutosten yhteisvaikutukset kansainvälistä suojelua*

hakeneiden ja saaneiden asemaan, Valtioneuvoston selvitys- ja tutkimustoiminnan julkaisusarja 2021:10, 16 février 2021, julkaisut.valtioneuvosto.fi/bitstream/handle/10024/162850/VNTEAS_2021_10.pdf?sequence=1&isAllowed=y.

⁶⁰ Les municipalités peuvent cependant offrir de meilleures couvertures santé. Ministère des Affaires sociales et de la Santé, "Healthcare and social welfare for illegal residents", stm.fi/laittomasti-maassa-oleskelevien-sosiaali-ja-terveydenhuolto?p_p_id=com_liferay_journal_content_web_portlet_JournalContentPortlet_INSTANCE_7SjjYVdYeJHp&p_p_lifecycle=0&p_p_state=normal&p_p_mode=view&com_liferay_journal_content_web_portlet_JournalContentPortlet_INSTANCE_7SjjYVdYeJHp_languageId=en_US (consulté le 22 mars 2022). Cependant, rares sont les municipalités qui ont accordé aux migrant-e-s sans papiers l'accès à des services de santé « nécessaires », pour le traitement des maladies chroniques, par exemple. Institut finlandais pour la santé et le bien-être, "Health services for undocumented migrants", 2 décembre 2021, <https://thl.fi/en/web/migration-and-cultural-diversity/immigrants-health-and-wellbeing/health-services-for-undocumented-migrants>.

⁶¹ Ministère de l'Éducation et de la Culture, *Demokratia- ja ihmisoikeuskasvatuksen kehittämisen ohjausryhmä OKM035:00/2020*, 2020, okm.fi/en/project?tunnus=OKM035:00/2020.

⁶² Université d'Helsinki, *Human rights, democracy, values and dialogue in education – Final report of the project for the development of education for democratic citizenship and human rights education in teacher education (1 August 2018 – 31 July 2019)* (résumé en anglais), 15 avril 2020, helsinki.fi/sites/default/files/atoms/files/hy_hankkeen_loppuraportti.pdf.

⁶³ Centre des droits humains, *Human rights education in Finland*, 2014, bin.yhdistysavain.fi/1586428/5JNn7JIWh5FzrX8fCndaOV3LQL/HR%20education%20in%20FIN_en.pdf. Les résultats de cette étude de 2014 sont toujours d'actualité. Voir, par exemple, Tuija Kasa et Arto Kallioniemi, "Ihmisoikeudet, demokratia ja sosiaalinen oikeudenmukaisuus opettajankoulutuksessa". *Kieli, koulutus ja yhteiskunta*, 11(6), 2020, kieliverkosto.fi/fi/journals/kieli-koulutus-ja-yhteiskunta-lokakuu-2020/ihmisoikeudet-demokratia-ja-sosiaalinen-oikeudenmukaisuus-opettajankoulutuksessa.

⁶⁴ La durée du service civil est de 347 jours, soit plus du double de celle du service militaire le plus court (165 jours).

⁶⁵ Finlande, *Laki Jehovan todistajien vapauttamisesta asevelvollisuuden suorittamisesta eräissä tapauksissa annetun lain kumoamisesta 330/2019*, 2019, finlex.fi/fi/laki/alkup/2019/20190330.

⁶⁶ Gouvernement finlandais, *Development of conscription and fulfilling national defence obligation Report of the Parliamentary Committee* (extrait en anglais), publication du gouvernement finlandais 2021:91, 26 novembre 2021, julkaisut.valtioneuvosto.fi/handle/10024/163633.

⁶⁷ Comité des droits de l'homme, Observations finales concernant le septième rapport périodique de la Finlande, op. cit. note 8, et Rapport du groupe de travail sur l'Examen périodique universel, op. cit. note 1 ; gouvernement finlandais, *Universal Periodic Review – third cycle*, op. cit. note 1.